

Guinée-Bissau

Document de programme 2025-2028



Photo : Productrice maraichère du village de Lendem à Bissora.

Pays et durée :		Guinée-Bissau 01 janvier 2025 au 31 décembre 2028		
Titre du programme		Programme Pays SWISSAID Guinée-Bissau		
Objectifs	Nombre de personnes atteintes	Domaines stratégiques / Approches clés	Partenaires stratégiques	% des fonds
<input checked="" type="checkbox"/> O1 transformation agroécologique des systèmes alimentaires	Participant-e-s: 8400h/12600f Pers. Sensibilisées : 140000h/210000f Bénéficiaires : 28000h/42000f	<input checked="" type="checkbox"/> PUSH (production, parcelles de démonstration, systèmes de semences paysannes, écoles paysannes, etc.) <input checked="" type="checkbox"/> PULL (accès au marché, valeur ajoutée, etc.) <input checked="" type="checkbox"/> POLITIQUE <input checked="" type="checkbox"/> WASH <input type="checkbox"/> Urgence	OGD, FORUM, GUIARROZ, KAFO, COAJQ, COAJOT, Pôle de Compétence	40%
<input checked="" type="checkbox"/> O2 : gouvernance des ressources naturelles	Participant-e-s: 8400h/12600f Pers. Sensibilisées : 140000h/210000f Bénéficiaires : 28000h/42000f	<input checked="" type="checkbox"/> Accès et contrôle des ressources naturelles (NR -Gouvernance) (axé sur l'éco-système) <input type="checkbox"/> Industries extractives (LSM) Droits de l'homme, Compensation/ Transparence <input type="checkbox"/> Industries extractives (ASM) <input checked="" type="checkbox"/> Adaptation au changement climatique/Réduction des risques de catastrophes	KAFO, Sahel 21	30%
<input checked="" type="checkbox"/> O3 : égalité des genres	Participant-e-s: 600h/900f Pers. Sensibilisées : 140000h/210000f Bénéficiaires : 2000h/3000f	<input type="checkbox"/> Violence basée sur le genre <input checked="" type="checkbox"/> Mobilisation sociale et leadership des femmes <input checked="" type="checkbox"/> Autonomisation économique des femmes <input type="checkbox"/> Masculinité <input checked="" type="checkbox"/> Autonomisation des jeunes	RENLUV	20%

<input checked="" type="checkbox"/> O4 : Développement local	Participant-e-s: 8400h/12600f Pers. Sensibilisées : 140000h/210000f Bénéficiaires : 28000h/42000f	<input type="checkbox"/> Soutien de base aux partenaires pour les résultats 1,2,3 <input checked="" type="checkbox"/> Renforcement de la société civile en général <input type="checkbox"/> Apprentissage et plaidoyer	FORUM, GUIARROZ, COAJQ, COAJOT, Pôle de Compétence, OGD, KAFO, Sahel 21, un partenaire genre à définir	Inclus dans O1, O2 et O3.
<input type="checkbox"/> Gestion (BuCo)		<i>Les fonds de gestion (après répartition des coûts) ne doivent pas dépasser 10 % du budget du programme.</i>		10%
		Total		100 %

Données financières		
	Devise locale :	Taux de change : 670
Dépenses¹	FCFA	CHF
Dépenses dans l'Urgence	0	0
Dépenses dans le Core Programme (y inclus BuCo)	2 010 000 000	3 000 000
Dépenses du Build-up Programme	2 010 000 000	3 000 000
Dépenses totales	4 020 000 000	6 000 000
Revenus⁴	FCFA	CHF
GIZ, BMZ, CEDEAO	2 010 000 000	3 000 000
SUFOSEC (DDC)	804 000 000	1 200 000
Autres bailleurs Sud	670 000 000	1 000 000
Revenu total	2 238 796 800	5 200 000
Financement supplémentaire requis DDC/dons gratuits	536 000 000	800 000

Le programme de SWISSAID 2025-28 en Guinée-Bissau s'inscrit dans une perspective de transition agroécologique vers des systèmes alimentaires durables, d'autonomisation des femmes et des jeunes, et de bonne gouvernance des ressources naturelles, en privilégiant une approche de localisation vis-à-vis des partenaires. SWISSAID Guinée-Bissau mise sur son expérience et les enseignements tirés des programmes précédents pour mettre en œuvre un programme ambitieux basé sur deux axes principaux :

- **Systèmes alimentaires durables et autonomisation des femmes** : L'objectif est d'améliorer la résilience face au changement des systèmes alimentaires à travers l'agroécologie, de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et de favoriser l'autonomisation économique des femmes et des jeunes. En soutenant les petits producteurs agricoles et en valorisant les produits locaux, le programme vise à améliorer les conditions de vie des populations rurales. Une approche territoriale permettra de mieux répondre aux spécificités locales et de renforcer les synergies entre les acteurs.
- **Bonne gouvernance des ressources naturelles** : Le programme met l'accent sur la préservation des éco-systèmes forestiers et la gestion décentralisée, participative et durable des forêts. En impliquant les communautés locales dans la prise de décision, SWISSAID vise à concilier la conservation de la biodiversité et le développement socio-économique. La promotion des forêts communautaires sera privilégiée, tout en prenant en compte les enjeux de réduction de la pauvreté.

Dans une dynamique de **localisation**, le programme vise à renforcer les capacités des acteurs locaux et à favoriser leur appropriation des projets. En déléguant progressivement les responsabilités aux partenaires locaux, SWISSAID contribue à renforcer la durabilité des interventions et à ancrer les projets dans le contexte local.

¹ Ici, seuls des chiffres estimatifs sont attendus. Des orientations détaillées sur la répartition des programmes de base et de renforcement seront décidées chaque année dans le cadre de la procédure budgétaire.

Les forces de ce nouveau programme reposent sur :

- Une expérience de plus de 40 ans en Guinée-Bissau : SWISSAID s'appuie sur une connaissance approfondie du contexte local et sur un réseau de partenaires solide.
- Une approche basée sur les résultats : Le programme intègre les enseignements tirés des évaluations précédentes et met en œuvre des actions ciblées pour atteindre les objectifs fixés.
- Une collaboration renforcée avec les acteurs locaux : L'ONG privilégie une approche participative en impliquant les communautés, les organisations de la société civile, les institutions étatiques et les partenaires techniques et financiers.

Les défis à relever sont liés à :

- La complexité des enjeux : Le programme doit concilier des objectifs multiples et parfois contradictoires (développement économique, protection de l'environnement, égalité des genres).
- Le contexte politique et institutionnel : Le contexte bissau guinéen est marqué par une instabilité politique chronique avec une absence d'orientation stratégique de développement et de sérieux défis en matière de gouvernance.
- Le changement climatique : Les effets du changement climatique constituent une menace majeure pour les populations rurales et les écosystèmes.

Le programme SWISSAID 2025-2028 s'inscrit dans une dynamique positive de développement durable en Guinée-Bissau. En s'appuyant sur une **approche intégrée et participative**, il vise à améliorer les conditions de vie des populations locales, à préserver les ressources naturelles et à renforcer la résilience des communautés face aux défis du changement climatique.

Les projets liés à l'agroécologie et à l'autonomisation des femmes se concentreront principalement dans les régions de Cacheu, Oio, Bafata et Bissau, mais également dans les régions de Gabu, Quinara et Bolama. Les projets liés à la gestion des ressources naturelles seront davantage concentrés dans les régions forestières de Cacheu, Oio et Bafata.

Nombre total de **participant-e-s** (personnes avec lesquelles nous travaillons) dans le programme (h/f): 8400h/12600f. TOTAL : 21 000

Nombre total de personnes **bénéficiant** du programme (bénéficiaires indirects) (h/f) : 28000h/42000f. TOTAL : 70 000

Nombre total de personnes **sensibilisées** à travers le programme (h/f) : 140000h/210000f. TOTAL : 350 000.

Index

1. Focus thématiques.....	7
A. Focus thématique A : Systèmes alimentaires durables basés sur l'agroécologie et l'action transformatrice en matière de genre.....	10
A.1. Énoncé du problème	10
A.2. Énoncé de la solution du problème	12
A.3. Résultats du programme.....	19
A.4. Indicateurs.....	19
B. Focus thématique B : Gouvernance des ressources naturelles, en particulier des forêts	23
B.1. Énoncé du problème	23
B.2. Énoncé de la solution	24
B.3. Résultat du programme.....	31
B.4. Indicateurs.....	31
2. Résultat 4 de Sufosec : avec qui et comment travaillons-nous ?	34
2.1. Analyse des parties prenantes, partenaires et partenaires stratégiques	34
3. Gestion des connaissances.....	44
3.1. Thèmes transversaux.....	44
3.2. Principaux produits de la gestion de connaissance	46
4 Gestion et qualité des programmes	48
4.1 Objectifs de gestion	48
4.2 Gestion de la qualité - Évaluations programmatiques.....	49
5 Géographie du programme.....	51
6 Le programme et ses projets (financement des projets et durée des projets)	52
6.1 Stratégie de collecte de fonds pour le Sud et le Nord	52
6.2 Liste des projets et volume financier.....	53
6.3 Calendrier du projet	54
7 Structure organisationnelle	55
7.1 Liste du personnel	55
7.2 Organigramme.....	57
7.3 Tableau des unités et des projets.....	58
Annexes	59
A. Abréviations.....	59
B. Liste d'indicateurs de résultats et de produits (du guide de suivi de Sufosec, plus des indicateurs propres)	61
C. Schéma des parties prenantes du Programme Pays.....	67

Index des tableaux

Tableau 1: Résultats du programme : focus thématique A.....	19
Tableau 2: Indicateurs du focus thématique A.....	19
Tableau 5: Résultat pour le développement local et partenariats équitables	35
Tableau 6: Liste des indicateurs du développement mené localement	35
Tableau 7: Liste des partenaires stratégiques et synergiques.....	38
Tableau 8 : Événements / produits clés pour la gestion de la connaissance institutionnelle.....	47
Tableau 9: Objectifs de gestion	48
Tableau 10: Évaluations prévues	49
Tableau 12: Calendrier des projets	54
Tableau 13 : Liste du personnel occupant des postes de base et des postes liés à des projets.....	55

Index des figures

Figure : Carte des zones d'interventions du programme	51
Figure : Organigramme	57

1. Focus thématiques

Face aux effets du changement climatique, à la forte inégalité des genres et à la détérioration de l'environnement en Guinée-Bissau, en particulier de la déforestation et de la dégradation des sols, le nouveau programme de SWISSAID 2025-28 se base sur plus de 40 ans d'expérience dans le pays, mais aussi d'une évaluation du programme 2019-2024 et d'une analyse ACT², pour se concentrer sur deux axes thématiques clés :

A. Systèmes alimentaires durables basés sur l'agroécologie et l'action transformatrice en matière de genre

La Guinée-Bissau, bien que moins touchée que ses voisins sahéliens, fait face à des défis persistants en matière de sécurité alimentaire. Selon les dernières données du Cadre Harmonisé³, la situation est qualifiée de "sous pression" dans six des neuf zones analysées. Cette situation est due à plusieurs facteurs interconnectés.

Tout d'abord, le changement climatique, avec des épisodes de sécheresse et d'inondations de plus en plus fréquents, constitue une menace majeure pour l'agriculture (principalement pluviale), qui est le principal secteur d'activité du pays. Ainsi la Guinée-Bissau se classe en 6^{ème} position des pays les plus vulnérables au monde face au changement climatique selon l'Indice 2022 Notre Dame⁴. Ceci est dû à une vulnérabilité élevée combinée à un niveau de préparation faible. Une étude récente⁵ indique que malgré une pluviométrie à la hausse, l'irrégularité des dates de début et de fin de la saison des pluies constitue une menace majeure pour les agriculteurs lorsqu'il s'agit de planifier les activités agricoles et de sélectionner des variétés adaptables à chaque saison des pluies. L'intensité des pluies sur de courtes périodes et les précipitations quotidiennes maximales ont également enregistré une augmentation significative, ce qui peut aggraver le risque d'inondations des cultures, rendant les activités agricoles encore plus difficiles. En outre, les périodes de chaleur extrême augmentent ce qui pourrait négativement affecter la productivité agricole. Les projections de l'IPCC montrent que ces tendances vont continuer à s'accroître au cours des décennies à venir⁶.

Ensuite, l'économie bissau-guinéenne est aussi extrêmement vulnérable aux variations des cours et de la production de la noix de cajou (environ 150-200 000 t/an), qui constitue la principale exportation du pays. Preuve en est la crise de la noix de cajou en 2022⁷. La chute brutale des prix a durement touché les Bissau-Guinéens, dont 80% dépendent de cette culture pour vivre, mettant en péril leur sécurité alimentaire. L'indice de mesure de l'insécurité alimentaire vécue (FIES) relevé lors de l'enquête annuelle des ménages de SUFOSEC dans les zones du programme a ainsi passé d'une prévalence modérée ou grave de 56% en 2022 à 84% en 2023.

Enfin, les inégalités de genre, notamment en matière d'accès aux ressources et à la décision, limitent la résilience des ménages, en particulier des femmes et des jeunes. Ainsi, avec un résultat

² [Methodology | Criteria Tool | Agroecology Info Pool](#)

³ [FICHE_COMMUNICATION_-_MARS_2024_VF.pdf \(ipcinfo.org\)](#)

⁴ Disponible à l'adresse <https://gain.nd.edu/our-work/country-index/>.

⁵ [Full article: Recent changes in climate extremes in Guinea-Bissau \(tandfonline.com\)](#)

⁶ [Chapter 9: Africa | Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability \(ipcc.ch\)](#)

⁷ [Comment la volatilité des prix de la noix de cajou alimente la crise alimentaire cachée en Guinée-Bissau - TRT Afrika](#)

de 0,631 sur l'indice d'inégalité de genre (IIG-2022)⁸, la Guinée-Bissau se place parmi les 10 pays les plus inégalitaires en matière de genre au monde.

Néanmoins, la Guinée-Bissau, contrairement à la plupart de ses voisins sahéliens, ne présente pas un risque de crise humanitaire majeure. L'indice INFORM (Index For Risk Management⁹) est un indicateur composite qui identifie les pays à risque de crise humanitaire et de catastrophe qui submergeraient la capacité de réponse nationale. Celui-ci a une valeur de 3.7 sur une échelle de 10 pour la Guinée-Bissau (risk class : medium), alors que les valeurs sont de 7.3 pour le Niger et 7.7 pour le Tchad (risk class ; very high).

Face à ces défis, ce programme place ainsi l'adaptation et la résilience des communautés vulnérables, en particulier des femmes et des jeunes, au changement climatique, ainsi que la croissance durable des revenus économiques des communautés rurales au cœur de ses interventions en soutenant la mise en place de systèmes alimentaires durables et diversifiés basés sur l'agroécologie et l'action transformatrice en matière de genre. Par ailleurs, en mettant l'accent sur l'autonomisation économique des femmes, SWISSAID contribue à réduire les inégalités de genre et à renforcer le leadership féminin. Le programme adopte une approche transformationnelle territoriale pour mieux répondre aux spécificités locales de manière systémique et développer des modèles fonctionnels qui puissent générer des connaissances transférables et inspirer des répliques dans d'autres régions.

B. Bonne gouvernance des ressources naturelles, en particulier des forêts

La Guinée-Bissau, riche en biodiversité, souffre d'une détérioration accélérée de ses écosystèmes, en particulier de ses forêts, principalement due à la surexploitation des forêts et à la coupe illégale de bois, à la dégradation des sols (qui peut être définie comme la perte de la capacité du sol à fournir des services et des fonctions écosystémiques¹⁰) et à des pratiques agricoles non durables, elles-mêmes intrinsèquement liées à la pauvreté des communautés rurales. Selon les plateformes Earthmap et Global Forest Watch, de 2001 à 2023 la Guinée-Bissau a perdu environ 270'000 hectares de forêt sur une couverture forestière totale de 1'065'186 hectares en 2001, ce qui équivaut à une diminution d'environ 25%¹¹. En supposant que ce rythme de déforestation reste constant, la forêt de Guinée-Bissau pourrait ainsi disparaître complètement avant la fin du siècle. Le score de la Guinée-Bissau sur l'indice de risque d'exploitation forestière illégale et de commerce associé (ILAT) est de 89 sur 100, plaçant ce pays dans la catégorie des pays à haut risque¹².

Ces phénomènes créent un cercle vicieux. En effet, lorsque les forêts sont détruites et les arbres coupés (déboisement), la couverture végétale qui protège le sol disparaît, la fertilisation naturelle de sols par les arbres ne peut plus avoir lieu et le sol se dégrade. Les racines des arbres jouent un rôle essentiel dans la fixation du sol, empêchant ainsi son érosion. Sans cette protection, le sol devient plus vulnérable aux intempéries (vent, pluie). Les particules de sol sont alors emportées, appauvrissant ainsi la terre et réduisant sa capacité à retenir l'eau. L'érosion des sols rend les terres de moins en moins fertiles, réduisant ainsi les rendements agricoles. Les populations rurales, qui dépendent souvent directement de l'agriculture mais également des produits forestiers, voient ainsi leurs moyens de subsistance menacés. La Convention de lutte contre la désertification

⁸ [Gender Inequality Index | Human Development Reports](#)

⁹ [INFORM - Global, open-source risk assessment for humanitarian crises and disasters \(europa.eu\)](#)

¹⁰ [Soil degradation index developed by multitemporal remote sensing images, climate variables, terrain and soil attributes - ScienceDirect](#)

¹¹ [Guinea-Bissau Deforestation Rates & Statistics | GFW \(globalforestwatch.org\)](#)

¹² [Guinea-Bissau - Forest Trends \(forest-trends.org\)](#)

indique que 27.94% des terres sont dégradées, ce qui affecterait 26.55% de la population (2019¹³), principalement dans les régions de Bafata, Oio, Cacheu et Biombo. Les causes premières de cette dégradation sont la déforestation et le déboisement.

Ainsi, la déforestation, le déboisement, la dégradation des sols et le changement climatique sont étroitement liés. La déforestation et le déboisement entraînent la dégradation des sols, qui à son tour exacerbe les effets du changement climatique. Les populations rurales sont les premières victimes de ce cercle vicieux, subissant les conséquences sur leur productivité agricole, leur sécurité alimentaire et leur qualité de vie en général. La préservation des forêts et la restauration des terres dégradées sont alors essentielles pour renforcer la résilience des populations rurales face aux défis du changement climatique.

Consciente de ces enjeux cruciaux, SWISSAID cherche dans ce nouveau programme à appuyer une approche participative pour renforcer la gouvernance des ressources naturelles, en particulier des forêts. Il s'agit donc d'atténuer les menaces qui pèsent sur la biodiversité, les écosystèmes et la qualité des sols, en promouvant un développement durable et participatif du patrimoine naturel. La gouvernance décentralisée et la gestion communautaire des forêts sont des approches qui seront particulièrement soutenue dans ce programme. Toutefois, contrairement aux programmes précédents qui ont mis l'accent sur la préservation des ressources naturelles au détriment des enjeux socio-économiques et notamment de la réduction de la pauvreté, le nouveau programme abordera cette question de manière plus intégrée, en conciliant la préservation des ressources naturelles, la restauration des sols avec le développement socio-économique des populations locales. Ainsi, la participation inclusive et effective des communautés locales à la gestion des ressources naturelles et à la prise de décision restera une préoccupation dans les actions d'intervention de ce programme.

¹³ [UNCCD Data Dashboard | Guinea-Bissau](#)

A. Focus thématique A : Systèmes alimentaires durables basés sur l'agroécologie et l'action transformatrice en matière de genre

A.1. Énoncé du problème

- **Pratiques agricoles non durables :** Les pratiques agricoles non durables, comme la culture itinérante ; l'exploitation extensive des terres sans application des lois et règlements qui régissent l'utilisation des terres ; la dépendance accrue aux semences importées au détriment de la valorisation des semences locales, couplée à l'utilisation immodérée de pesticides et fertilisants synthétiques ; et la pratique du labour avec des feux incontrôlés accentuent la dégradation des sols.
- **Dépendance accrue à la noix de cajou :** La dépendance de la Guinée-Bissau à la noix de cajou, bien que vitale pour son économie, a des conséquences néfastes. L'utilisation intensive de pesticides, associée à ces monocultures, menace directement la faune et la flore locales. Par ailleurs, la culture du cajou a souvent supplanté les cultures vivrières traditionnelles, rendant les populations rurales plus vulnérables aux fluctuations des prix et à l'insécurité alimentaire, comme en témoigne la crise de 2022 qui a vu s'effondrer le marché de la noix de cajou.
- **Inégalités de genre :** En Guinée-Bissau, les femmes représentent plus de la moitié de la population active (58,4 % en zone rurale) mais sont confrontées à de fortes inégalités¹⁴. Elles sont sous-représentées dans les prises de décision alors qu'elles possèdent des connaissances essentielles pour la gestion durable des semences, des cultures et des ressources naturelles. Elles subissent des discriminations dans l'accès aux ressources (terre, eau, financements, semences, etc), aux soins de santé et aux opportunités économiques. Les femmes ont tendance à être plus présentes dans les secteurs peu productifs et donc faiblement rémunérateurs. Malgré leur rôle prépondérant dans l'agriculture, elles ne bénéficient pas d'une autonomie financière suffisante. En outre, les violences conjugales, les mutilations génitales, l'abandon scolaire et les mariages forcés sont encore fréquents.
- **Pauvreté et emploi :** En Guinée-Bissau, le chômage, et ce particulièrement chez les jeunes, est un problème majeur. Le taux de pauvreté est ainsi passé de 59,9 % en 2022 à 60,4 % en 2023, reflétant les faibles rendements de la production de noix de cajou, principale source de revenus des ménages pauvres¹⁵. Par ailleurs, l'indice de pauvreté multidimensionnelle mondial 2022 indique que 35.9 % de la population est en état de pauvreté multidimensionnelle sévère. Les difficultés d'insertion professionnelle sont accentuées par un faible niveau de qualification et un manque d'emplois décents. En milieu rural, le chômage, le travail précaire, l'emploi informel et/ou non rémunéré des femmes et des jeunes sont significatifs et contribuent à l'exode rural, à la pauvreté, aux disparités territoriales et à l'instabilité sociale.

¹⁴ [UNDP Guinea-Bissau Gender Analysis guinea-Bissau](#)

¹⁵ [Perspectives économiques en Guinée-Bissau | Banque africaine de développement \(afdb.org\)](#)

- **Migration des jeunes :** Comme l'atteste notre micro-étude sur la migration des jeunes dans certaines zones du programme effectuée en 2023, la Guinée-Bissau est confrontée à un exode rural considérable, alimenté par la pauvreté, le manque d'opportunités économiques et les instabilités politiques récurrentes. Les jeunes, en particulier, sont tentés par l'émigration, souvent vers l'Europe, en quête d'une vie meilleure. Cette migration irrégulière, souvent risquée, est motivée par le désir d'améliorer leurs conditions de vie et celles de leur famille. Les remittances des migrants constituent une source de revenus importante pour les ménages, mais la dépendance à ces transferts rend les économies locales vulnérables. En outre, le départ des jeunes prive les communautés rurales d'une main-d'œuvre indispensable et d'un potentiel d'innovation considérable.
- **Manque d'engagement du gouvernement :** Le gouvernement manque d'engagement envers l'agroécologie et le soutien aux semences locales en termes de stratégies et de politiques permettant des efforts concertés pour renforcer les investissements, la coordination et la collaboration entre partenaires afin de développer et de faire évoluer le système alimentaire vers plus de durabilité. Il manque une approche plus territoriale de l'agroécologie et les pratiques agricoles agroécologiques responsables ne sont pas suffisamment encouragées.
- **Limites du dernier programme pays :** Comme l'a révélé l'évaluation ACT¹⁶ effectuée en 2023, au cours des dernières années les approches de SWISSAID se sont concentrées sur des événements d'apprentissage et des formations qui favorisent la réduction du recours aux intrants externes, tandis que les éléments de diversité, de synergies, de résilience et d'économie circulaire et solidaire ont été marginalement abordés. En outre, l'allocation de ressources limitées a ciblé le groupe, les paysan-ne-s individuel-le-s étant marginalement pris en compte. Le manque de mesures suffisantes pour améliorer les revenus en termes d'économie circulaire et solidaire grâce au renforcement des approches PULL était également un facteur limitant pour faire avancer la transition agroécologique. Les questions liées à la charge de travail de la transition agroécologique n'ont pas été assez abordés, tout comme le manque d'accès aux crédits et aux services financiers pour les petits exploitants agricoles qui limite les investissements dans les intrants et technologies agroécologiques nécessaires pour simplifier et accroître l'efficacité de l'agriculture agroécologique.
- **Dynamique entre l'agroécologie et le genre pas suffisamment analysée ni exploitée :**
L'agroécologie, à travers la promotion des systèmes alimentaires durables, offre un potentiel pour réduire les inégalités de genre. Ces pratiques renforcent l'activité agricole du ménage et des femmes, et par conséquent, la sécurité alimentaire de leur famille. Par ailleurs, en limitant les risques d'exposition à des produits chimiques potentiellement toxiques, l'agroécologie a des apports intéressants au niveau de la santé, notamment celle des femmes enceintes. Cependant, l'articulation entre ces deux approches reste encore peu explorée. Bien que les techniques agroécologiques puissent améliorer la productivité agricole, particulièrement sur les terres moins fertiles souvent attribuées aux femmes, une analyse plus approfondie est nécessaire pour comprendre pleinement comment

¹⁶ [Methodology | Criteria Tool | Agroecology Info Pool \(agroecology-pool.org\)](#)

l'agroécologie peut contribuer à l'autonomisation des femmes et à l'égalité des genres, sans pour autant créer plus de travail pour les femmes.

A.2. Énoncé de la solution du problème

A.2.1. Théorie du changement

Le programme pays SWISSAID en Guinée-Bissau vise à transformer les systèmes alimentaires pour les rendre plus durables, c'est-à-dire plus résilients au climat, respectueux de l'environnement, équitables et inclusifs notamment vis-à-vis des femmes et des jeunes, tout en soutenant le développement socio-économique des populations rurales. Ainsi l'agroécologie sera promue non seulement comme une stratégie de sécurité alimentaire mais également comme une véritable stratégie de développement économique durable. Pour ce faire, le programme pays mettra en œuvre une théorie du changement axée sur l'agroécologie et le renforcement du leadership féminin en capitalisant sur des partenariats forts avec les acteurs locaux et nationaux. Cette approche holistique s'attaque à la production rentable et responsable des denrées alimentaires, à l'accès à des marchés profitables et à la valorisation des semences locales, à l'accès à l'eau comme facteur clé pour le développement agricole et la santé des populations rurales, et à l'intégration de l'agroécologie dans les politiques publiques, tout en renforçant la participation active des femmes et des jeunes, notamment à travers la promotion de l'entrepreneuriat rural.

Ainsi, si nous... :

- Formons les paysan-ne-s aux pratiques agroécologiques dans des champs écoles.
- Valorisons les semences locales à travers un programme de sélection et multiplication rigoureux.
- Soutenons l'entrepreneuriat rural et les chaînes de valeur agroécologique.
- Améliorons l'accès à la terre et l'eau pour l'agriculture et la consommation.
- Renforçons le rôle des femmes et des jeunes dans les prises de décision et l'économie locale.
- Améliorons la sécurité alimentaire mais soutenons également une véritable stratégie de développement économique durable basée sur l'agroécologie.
- Soutenons la collaboration multi-acteurs pour une mise en œuvre efficace et durable.

Alors... :

- Les paysan-ne-s adopteront des pratiques agroécologiques plus efficaces et augmenterons leur productivité agricole.
- Les paysan-ne-s auront accès à des semences locales performantes et souvent mieux résilientes au changement climatique.
- Les revenus des ménages augmenteront grâce à la commercialisation de produits agroécologiques.
- La production agricole, surtout maraîchère, augmentera grâce à un accès à la terre et à l'eau facilité.
- Les femmes et les jeunes verront leurs droits et intérêts mieux pris en compte dans les prises de décision et l'économie locale.
- Les politiques publiques seront plus propices à la sécurité alimentaire et un développement économique durable basés sur l'agroécologie.

- La mise en œuvre du programme sera plus efficace et durable grâce à une collaboration multi-acteur renforcée.

Ce qui conduira à... :

- Des systèmes alimentaires plus durables, rentables, inclusifs et résilients, contribuant à une amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- Un renforcement du rôle des femmes et des jeunes dans la communauté, contribuant à une société plus égalitaire au niveau du genre et intergénérationnel.
- Une diversification des opportunités de développement socio-économique, contribuant à la réduction de la pauvreté rurale.

A.2.2. Sur quoi construisons-nous ?

Ce nouveau programme 2025-2028 bâtit essentiellement sur plus de 40 ans d'expérience de travail en Guinée-Bissau, SWISSAID ayant commencé à être actif dans le pays en 1982, mais aussi et surtout sur une équipe forte comptant de nombreux membres très expérimentés et un réseau élargi de partenaires de mise en œuvre et de synergies. Ce programme construit aussi sur les fondements posés par le programme précédent 2019-2024 et une restructuration conduite entre 2022 et 2024 sur la base de jalons pré-définis (milestones). Le programme et les jalons ont été sujets à une évaluation en 2024 qui a fait ressortir des points importants. Ces points sont repris dans ce nouveau programme, notamment :

Forces du programme

- Pertinence des thématiques et des actions au niveau géographique : L'agroécologie et les ressources naturelles sont des enjeux clés pour le développement durable de la Guinée-Bissau en milieu rural, urbain et péri-urbain
- Dynamique positive : Le programme a contribué à renforcer une dynamique autour du maraîchage et à améliorer les revenus des producteurs.
- Impact sur le genre : Le programme a favorisé l'autonomisation des femmes en termes de revenus, de décision et de relations au sein du foyer.
- Création d'emplois : Le programme a contribué à la création d'emplois, notamment pour les jeunes, dans les secteurs de l'horticulture, de la transformation et de la commercialisation.

Faiblesses et défis

- Capacités techniques des partenaires : Les partenaires locaux ont besoin d'un renforcement de leurs capacités pour assurer la pérennité des actions.
- Partenariats : Il est nécessaire de renforcer les partenariats stratégiques au niveau national et international.
- Niveau d'ambition de l'agroécologie : Le programme doit renforcer sa dimension "synergies et résilience" pour atteindre un niveau supérieur de transition agroécologique.
- Cadres d'intervention des partenaires : Les partenaires locaux manquent de cadres clairs et d'outils pour mettre en œuvre leurs actions.
- Politiques publiques : Les politiques publiques agricoles ne sont pas adaptées aux enjeux actuels.
- Accès au foncier : La question de l'accès au foncier pour les femmes reste un défi majeur.

Recommandations :

- Renforcer les capacités des partenaires locaux : Offrir des formations spécifiques, mettre en place des mécanismes de suivi et d'évaluation, et favoriser l'autonomisation financière des partenaires.
- Développer des partenariats stratégiques : Collaborer davantage avec les autorités nationales, les Partenaires Techniques et Financiers (PTF), les universités et les centres de recherche.
- Approfondir l'approche agroécologique : Mettre l'accent sur les synergies et la résilience des agroécosystèmes, et renforcer la substitution des intrants industriels par des intrants biologiques.
- Clarifier les cadres d'intervention : Définir des cadres clairs et des indicateurs de suivi pour les partenaires locaux.
- Influencer les politiques publiques : S'engager dans des actions de plaidoyer pour une mise à jour des politiques agricoles.
- Renforcer l'égalité genre : Accorder une attention particulière à l'accès des femmes aux ressources productives et à leur participation aux prises de décision.

Axes de développement futurs :

- Consolider les acquis : Poursuivre les efforts en matière de maraîchage, de formation des producteurs et d'autonomisation des femmes.
- Développer de nouvelles cultures : Explorer le potentiel des racines et tubercules.
- Intensifier la recherche : Mener des recherches sur les pratiques agroécologiques adaptées au contexte local.
- Favoriser la transition agroécologique à grande échelle : Mettre en œuvre des approches paysagères/territoriales et renforcer les synergies entre les différents acteurs.
- Renforcer la résilience des systèmes alimentaires : Mieux prendre en compte les impacts du changement climatique et les risques de catastrophes naturelles.

En outre, l'évaluation ACT¹⁷ effectuée en 2023 a démontré que le programme Guinée-Bissau 2019-2024 se situait un à un niveau incrémental dans le processus de transition agroécologique, mettant en exergue un très faible engagement dans les divers mécanismes de restructuration de l'ensemble des agroécosystèmes et dans les stratégies de résilience visant à améliorer l'adaptation aux risques climatiques et la gestion de leurs conséquences. Des autres faiblesses constatées sont liées aux éléments de la gouvernance responsable, de la cocréation et du partage des connaissances. En contrepartie, le programme présente une bonne performance au niveau d'éléments tels que la diversité, l'efficacité et la valeur humaine et sociale. Aussi, l'évaluation recommande de passer à l'étape suivante (Niveau 3) de la transition agroécologique, s'inscrivant ainsi dans une approche transformationnelle visant à restructurer les agroécosystèmes dans des territoires donnés, ce que ce nouveau programme s'efforcera de faire en promouvant une approche territoriale.

Par ailleurs, ce nouveau programme 2025-28 s'appuiera sur différents outils et méthodologies dont la pertinence pour le programme sera établie puis, le cas échéant, ils seront introduits durant le programme. Ceux-ci comptent notamment :

¹⁷ [Methodology | Criteria Tool | Agroecology Info Pool \(agroecology-pool.org\)](#)

- TAPE¹⁸ : Développé par la FAO, c'est un outil pour l'évaluation des performances de l'agroécologie qui a été conçu pour mesurer de manière multidimensionnelle la performance des systèmes agroécologiques. Une analyse TAPE serait effectuée a priori au niveau territorial.
- PMCA¹⁹: Le « Participatory market chain approach » est une méthode innovante qui vise à impliquer tous les acteurs d'une chaîne de valeur (producteurs, transformateurs, distributeurs, consommateurs) dans une démarche collective pour identifier et exploiter les opportunités commerciales qui peuvent bénéficier à tous, en particulier aux petits producteurs.
- SPG²⁰ : Les Systèmes Participatifs de Garantie (SPG) sont des méthodes de certification de produits agricoles, alimentaires et non alimentaires qui se basent sur la participation active de tous les acteurs d'une chaîne de production. Elles peuvent notamment être utilisées pour une certification de production biologique. Contrairement aux certifications traditionnelles, souvent coûteuses et bureaucratiques, les SPG offrent une alternative plus souple, plus adaptée aux réalités locales et plus accessible aux petits producteurs.
- CEDRIG²¹ : développé par la DDC, c'est un outil d'analyse de risques et de vulnérabilités qui permet d'intégrer les changements climatiques, les problèmes environnementaux et les risques de catastrophe dans les projets de développement. Il est particulièrement utile pour évaluer les impacts potentiels d'un projet sur l'environnement et les populations, et pour identifier les mesures d'adaptation nécessaires.
- DDR²² : La Réduction des Risques de Catastrophes (Disaster Risk Reduction - DDR) est une approche globale visant à diminuer la vulnérabilité des communautés et des biens face aux aléas naturels et anthropiques. Elle implique un ensemble de mesures préventives et proactives pour anticiper, prévenir et réduire les effets négatifs des catastrophes.

A.2.3. Principes, Approches, instruments et rôle de SWISSAID

Afin de mener à bien la théorie du changement énoncée, le programme tablera sur un certain nombre d'approches clés dont voici une liste non-exhaustive :

- **Agroécologie** : Comprise comme un ensemble de principes et de pratiques qui améliorent la résilience et la durabilité des systèmes alimentaires et agricoles, mais aussi comme une science et un mouvement social, l'agroécologie promeut la conservation et la restauration de la biodiversité dans les exploitations agricoles afin d'accroître la résilience et la productivité des écosystèmes. Cela passe notamment par l'utilisation de semences locales, la diversification des cultures pour renforcer la résilience face au changement climatique et par des pratiques favorisant la santé des sols telles que le compostage, les cultures de couverture et l'agroforesterie. La politique de SWISSAID sur l'agroécologie servira de cadre conceptuel²³.
- **Approche territoriale** : L'approche territoriale en agroécologie considère le territoire comme une unité d'action pour mener une transition vers des pratiques agricoles plus

¹⁸ [Tools | Agroecology Knowledge Hub | Food and Agriculture Organization of the United Nations \(fao.org\)](#)

¹⁹ [003296-I.pdf \(cipotato.org\)](#)

²⁰ [Le guide des SPG: Comment développer et gérer les systèmes participatifs de garantie pour l'agriculture biologique L | FAO](#)

²¹ [Welcome to CEDRIG | CEDRIG](#)

²² [Swiss NGO DRR Platform](#)

²³ [Agroécologie: pour une alimentation durable | SWISSAID](#)

durables de manière systémique. Elle met l'accent sur la collaboration entre tous les acteurs locaux (agriculteurs, entreprises, marchés, autorités, ...). Elle vise à adapter les pratiques agricoles aux spécificités locales en tenant compte des environnements, des cultures et des besoins des populations. Elle favorise ainsi la coopération, développe les circuits courts, préserve la biodiversité, améliore la qualité de vie et créer de l'emploi au niveau local. Pour mettre en œuvre cette approche, il faut diagnostiquer le territoire, définir une vision partagée entre les acteurs et mettre en place des actions concrètes comme la création de fermes expérimentales, la formation des agriculteurs et le soutien aux entrepreneurs.

- **Approche sur les ressources en eau :** Cette approche vise à améliorer la quantité d'eau disponible pour les communautés rurales à des fins agricoles (irrigation) mais aussi domestiques. Les communautés sont impliquées dans toutes les étapes du projet, de la planification à la mise en œuvre. Les femmes seront davantage impliquées dans la gestion des ressources en eau afin de renforcer leur participation à la collectivité et leur autonomie économique. L'approche va de pair avec une promotion de pratiques agricoles efficaces en termes d'utilisation de l'eau et résilience face aux changements climatiques.
- **Approche transformatrice en matière de genre :** SWISSAID Guinée-Bissau sera un champion d'une approche transformatrice en matière de genre en agroécologie en promouvant l'autonomisation des femmes tout au long de la chaîne de valeur agricole. Cela impliquera des initiatives telles que garantir la participation des femmes aux programmes de formation sur l'agroécologie dans les champs écoles. Le programme visera également à améliorer l'accès à la propriété foncière, à l'eau et aux autres ressources clés pour les agricultrices. En outre, SWISSAID Guinée-Bissau soutiendra la création de coopératives de femmes, favorisant ainsi la collaboration et le partage des connaissances entre les femmes impliquées dans l'agriculture. En donnant la priorité au leadership et à l'action des femmes, tout en combattant les violences faites aux femmes et filles, SWISSAID Guinée-Bissau veillera à ce que les bénéficiaires de l'agroécologie profitent à tous les membres de la communauté, promouvant ainsi un système alimentaire plus équitable et durable. La politique de genre de SWISSAID servira de cadre conceptuel²⁴.
- **Approche fondée sur les droits humains :** SWISSAID Guinée-Bissau intégrera une approche fondée sur les droits humains dans le tissu même de ses initiatives agroécologiques. Cet engagement garantira un accès équitable aux ressources et permettra aux communautés de revendiquer leur droit à la sécurité alimentaire. Les programmes de formation dans les champs modèles incluront des connaissances permettant non seulement de comprendre leur droit fondamental à l'alimentation, mais également de défendre leurs intérêts et ceux de leurs communautés. SWISSAID Guinée-Bissau jouera un rôle actif en faisant pression sur les décideurs politiques. SWISSAID plaidera en faveur de la création de politiques donnant la priorité à la sécurité alimentaire pour tous, en mettant particulièrement l'accent sur la garantie de l'accès aux ressources foncières et hydriques pour les communautés marginalisées. En intégrant les principes des droits humains dans ses efforts en agroécologie, SWISSAID Guinée-Bissau contribuera à construire un système alimentaire plus juste et durable où chacun pourra s'épanouir et ne laisser personne de côté.

²⁴ [Égalité hommes-femmes | SWISSAID](#)

- Approche entrepreneuriat rural** : Le développement économique des communautés rurales passe par une amélioration des outils de production, des mécanismes d'accompagnement et de valorisation des produits en vue d'assurer des revenus substantiels aux jeunes et aux femmes. Dans cette perspective, SWISSAID se fonde sur l'introduction de l'approche GERME²⁵ de formation développée par l'Organisation International de Travail (OIT) pour renforcer les capacités entrepreneuriales des jeunes et des femmes en milieu rural. GERME est conçu pour aider à améliorer les bases de création et la gestion des micros et petites entreprises de tous les secteurs (Production, Service et Commerce), mais le programme l'utilisera essentiellement dans le secteur de l'agro-alimentaire. L'objectif visé est l'amélioration des performances des entreprises nouvellement créées et celles existantes pour la promotion d'emplois décents et la réduction de la pauvreté.
- Mécanismes de financement** : Se basant sur plusieurs expériences fructueuses de micro-épargnes et micro-crédit dans les programmes précédents, ce nouveau programme va continuer à les soutenir tout en cherchant à améliorer et renforcer son approche. Portant surtout sur les femmes et les jeunes, le programme cherchera à mettre en place des mécanismes adaptés au contexte local pour accorder de petits prêts à des personnes, à des groupes ou à des petites entreprises qui n'ont généralement pas accès aux services financiers formels. Différents modèles pourront être utilisés, selon leur pertinence pour le contexte donné, tels que les Association Villageoise d'Épargne et de Crédits (AVEC), les Caisses d'Épargne et de Crédit Interne (CECI), les fonds rotatifs, les solutions de microcrédit digitales à l'aide de smartphones, etc. Cette approche pourra se combiner avec les approches entrepreneuriat rural et autonomisation économique des femmes notamment.

A.2.4. Risques et hypothèses

Ce tableau présente les 3 catégories de risques auxquels le programme peut être exposé, ainsi que leur probabilité et leur impact potentiels : risques externes, risques liés au programme et risques internes.

Risques et mesures d'atténuation			
Risque	Probabilité	Impact	Mesures de mitigation
Risques externes			
La Guinée-Bissau se caractérise par des situations politiques instables, fluctuantes, soudaines et incertaines.	Haut	Haut	SWISSAID est une organisation dotée d'une autonomie financière et décisionnelle, ce qui sera un atout dans la mise en œuvre du projet. En effet, SWISSAID a une position de neutralité qui lui permet de poursuivre la mise en œuvre des activités avec n'importe quel gouvernement. En outre, son expérience de travail en GB depuis 1982 permet une mise en œuvre rigoureuse des activités. Enfin, la confiance des différents gouvernements en SWISSAID est un

²⁵ [GERME | Gérez Mieux Votre Entreprise \(ilo.org\)](http://germe.ilo.org)

			élément clé qui peut permettre à l'organisation d'adopter des positions justes et neutres au profit des projets et des bénéficiaires concernés.
Exposition aux changements climatiques	Haut	Haut	Les changements liés au climat, et en particulier dans le régime de précipitations peuvent entraîner une dégradation des terres, des sécheresses, des inondations, des déplacements internes de populations, une instabilité politique, etc qui peuvent entraver le programme. Le programme va ainsi continuellement monitorer les changements climatiques grâce aux technologies et sources d'informations existantes et chercher à s'adapter. Le programme se déroulera aussi dans différentes régions, permettant d'ajuster les interventions en fonctions des circonstances locales.
Risques liés au programme			
Au cours de la mise en œuvre du programme, des difficultés et des conflits peuvent entraver la mise en œuvre en raison de problèmes institutionnels et de conflits entre les partenaires et les parties prenantes.	Moyen	Moyen	Le programme sera mis en œuvre par SWISSAID en collaboration avec des organisations expérimentées. Des structures de dialogues et résolutions des conflits seront systématiquement mis en place (p.ex. comité de pilotage pour les projets). Le programme s'efforcera de maintenir un climat de transparence et confiance entre les partenaires et parties prenantes en promouvant une communication claire et ouverte.
Résistance sociale contre l'implication des femmes dans les activités. Faible participation des femmes au comité local/ gouvernance.	Faible	Faible	Pour atténuer ces risques, SWISSAID poursuivra une communication approfondie et sensible au genre montrant les avantages de l'égalité des genres pour les femmes et les hommes. L'implication des parties prenantes sera assurée à tous les niveaux, avec une attention particulière à l'implication des femmes et des hommes. Des femmes seront membres du Comité de Pilotage des projets pour soutenir la mise en œuvre des activités d'une manière sensible au genre.
Risques internes			
Mauvaise administration du programme, lacunes et manque de rigueur dans l'application des politiques, standards et procédures internes.	Faible	Haut	SWISSAID a mis en place un processus de recrutement et de suivi du personnel rigoureux afin de s'assurer de la plus haute probité du personnel. Des formations internes et des rappels réguliers des politiques, standards et procédures internes, mais aussi l'application de sanctions pour tout écart, contribuent au maintien d'une éthique de travail des plus élevées.

A.3. Résultats du programme

N°	Résultats SWISSAID :
OC1	1 million de personnes - tous genre confondus - contribuent à des systèmes alimentaires locaux inclusifs et ont amélioré leur nutrition (y compris l'eau) grâce à une transition agroécologique accélérée.
OC3	250 000 femmes - avec la coresponsabilité des hommes - jouissent de plus en plus d'une vie sans discrimination ni violence basée sur le genre et renforcent leur plein potentiel sociopolitique et économique dans une société plus inclusive sur le plan du genre.

Tableau 1: Résultats du programme : focus thématique A

N°	Résultats du programme	En rapport avec les résultats de SWISSAID :	Brève description, explication de l'adaptation ou de la division en différents résultats
Focus thématique A : Systèmes alimentaires durables basé sur l'agroécologie et l'action transformatrice en matière de genre			
GB O1	D'ici 2028, le programme offre la possibilité à au moins 42 000 femmes et 28 000 hommes, soit un total de 70 000 personnes, d'améliorer leur sécurité alimentaire et résilience face au changement climatique.	OC 1	Ce résultat est adapté du résultat 1 de SWISSAID avec une révision du ciblage adapté à notre niveau programme pays.
GB O2	D'ici 2028, au moins 80% des personnes formées et au moins 20% des personnes sensibilisées appliquent au moins trois méthodes de production agroécologique promues par le programme et/ou ont amélioré leur accès à des marchés profitables.	OC 1	Ce résultat est adapté du produit 1.1a avec comme unité de mesure pourcentage de personnes au lieu de nombre de ménage, tout en visant à mesurer des méthodes de production agroécologiques en lieu et place de pratiques agroécologiques.
GB O3	D'ici 2028, 6000 femmes et 4000 hommes (total de 10 000 personnes) ont un nouvel accès à l'eau grâce au programme et au moins 90% de ces accès sont durables (i.e les nouveaux accès continuent de bien fonctionner dans le long terme grâce à une bonne gestion et maintenance efficace).	OC 1	Contribuer à l'amélioration de l'accès à l'eau les populations rurales et de disponibiliser l'eau pour l'irrigation et l'usage domestique.
GB O4	D'ici 2028, 3000 femmes avec la coresponsabilité de 2000 hommes participent à la vie sociopolitique et économique dans une société plus inclusive.	OC 3	Ce résultat est adapté du résultat 3 de SWISSAID avec une révision du ciblage adapté à notre niveau programme pays en adoptant un modèle « en cascade » où on soutient des champions du genre qui ensuite peuvent faire du plaidoyer/sensibilisation à travers les radios communautaires, les réunions de villages, etc. Cela permettra de développer un socle à partir duquel soutenir une diffusion plus ample.

A.4. Indicateurs

Tableau 2: Indicateurs du focus thématique A

N°	Nom de l'indicateur	N°	Indicateur Swissaid
Focus thématique A : Systèmes alimentaires durables basés sur l'agroécologie et l'action transformatrice en matière de genre			
GB 01 - D'ici 2028, le programme offre la possibilité à au moins 42 000 femmes et 28 000 hommes, soit un total de 70 000 personnes, d'améliorer leur sécurité alimentaire et résilience face au changement climatique.			
1.A	Proportion de ménages en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave	1a	Etant un indicateur standard, il est maintenu tel qu'il est pour une meilleure harmonisation du processus de mesure des progrès au niveau global.
1.B	Proportion de femmes ayant un régime alimentaire diversifié	1b	C'est un indicateur standard, il est maintenu tel qu'il est pour une meilleure harmonisation du processus de mesure des progrès au niveau global.
1.C	Proportion de ménages appliquant un ensemble diversifié de pratiques agroécologiques	1c	C'est un indicateur standard, il est maintenu tel qu'il est pour une meilleure harmonisation du processus de mesure des progrès au niveau global.
1.D	Exemples documentés démontrant les résultats d'une transition agroécologique des systèmes alimentaires	1e	Cet indicateur est reformulé en se référant à la publication de pratiques réussies qui pourront servir d'instruments pour le transfert des connaissances et des techniques au niveau global.
GB 02 - D'ici 2028, au moins 80% des personnes formées et au moins 20% des personnes sensibilisées appliquent au moins trois méthodes de production agroécologique promues par le programme et/ou ont amélioré leur accès à des marchés profitables.			
2.A	Pourcentage de personnes formées qui appliquent au moins trois méthodes de production agroécologique promues par le programme	1.1a	La reformulation de cet indicateur est fondée sur le choix de mesurer des méthodes de production agroécologique au lieu de pratique avec comme unité de mesure pourcentage de personnes formées au lieu de nombre de ménages
2.B	Pourcentage de personnes formées sur les méthodes de production agroécologique qui ont amélioré leur accès à des marchés profitables	1.2c	Cet indicateur nouvellement formulé contribue à l'augmentation des sources de revenus provenant de la production agroécologique

2.C	Pourcentage de personnes sensibilisées qui appliquent au moins trois méthodes de production agroécologique promues par le programme	1.1a	La reformulation de cet indicateur est fondée sur le choix de mesurer des méthodes de production agroécologique au lieu de pratique avec comme unité de mesure pourcentage de personnes sensibilisées au lieu de nombre de ménages
GB 03 - D'ici 2028, 6000 femmes et 4000 hommes (total de 10 000 personnes) ont un nouvel accès à l'eau grâce au programme et au moins 90% de ces accès sont durables (i.e les nouveaux accès continuent de bien fonctionner dans le long terme grâce à une bonne gestion et maintenance efficace).			
3.A	Nombre de ménages (désagrégés par sexe) ayant un accès durable à l'eau.	1.4a	Cet indicateur est nouvellement créé pour mesurer l'amélioration de l'accès à l'eau.
3.B	Nombre de ménages (désagrégés par sexe) ayant un accès durable à l'eau appropriée à l'irrigation en vue de la production agroécologique et agroforestière	1.4a	Cet indicateur est nouvellement créé pour mesurer l'amélioration de l'accès à l'eau.
3.C	Nombre d'infrastructures hydrauliques construites et/ou réhabilitées sur la base d'une étude de faisabilité technique	1.4a	C'est un indicateur nouvellement développé pour mesurer l'apport des infrastructures hydrauliques au renforcement des ressources nécessaires pouvant contribuer à l'amélioration de la situation d'insécurité alimentaire des ménages.
GB 04 - D'ici 2028, 3000 femmes avec la coresponsabilité de 2000 hommes participent à la vie sociopolitique et économique dans une société plus inclusive.			
4.A	Nombre de partenaires de SWISSAID comptant au moins 30 % de femmes à des postes de direction	3.a	Cet indicateur est reformulé pour le programme en parlant d'existence de document au lieu d'exemple documenté tel que décrit dans l'indicateur SWISSAID
4.B	Pourcentage de femmes indiquant une amélioration substantielle de leurs conditions de vie	3.b	La reformulation de cet indicateur est simplement limitée à vouloir mesurer un pourcentage de femmes au lieu de parler de proportion pour plus de précision sur ce que nous voulons mesurer.
4.C	Nombre de jeunes filles et garçons ayant améliorés leur revenu à travers leur production agroécologique	1.2.c	Cet indicateur a été nouvellement formulé pour mesurer les effets de l'autonomisation des jeunes à travers la transformation

			écologique. Il contribue à l'amélioration substantielle des conditions de vie.
--	--	--	--

B. Focus thématique B : Gouvernance des ressources naturelles, en particulier des forêts

B.1. Énoncé du problème

Cette thématique se fonde sur une constellation de problèmes interreliés dont les éléments les plus pertinents incluent :

- **Surexploitation des ressources naturelles** : La population rurale, fortement dépendante des ressources naturelles pour sa survie, exerce une pression excessive sur les forêts et les sols. La croissance démographique rapide (2,1% en 2021) aggrave cette situation. La déforestation, alimentée par l'agriculture itinérante, l'exploitation forestière et la monoculture de l'anacarde accélère la dégradation des écosystèmes. Parallèlement, des réseaux et des individus influents profitent de leur pouvoir pour exploiter illégalement ces ressources forestières, alimentant un trafic de bois lucratif et aggravant la dégradation des écosystèmes²⁶.
- **Expansion des cultures d'anacardiers** : L'expansion rapide et souvent anarchique de la monoculture d'anacardiers a entraîné la dégradation des écosystèmes, transformant de vastes zones en "déserts verts" pauvres en biodiversité. Ainsi, les plantations d'anacardiers remplacent souvent les forêts primaires et secondaires, entraînant la destruction des habitats de nombreuses espèces animales et végétales. Les plantations d'anacardiers créent des barrières qui isolent les populations animales et végétales, réduisant leurs échanges génétiques et augmentant leur vulnérabilité. En outre, les monocultures appauvrissent les sols en nutriments.
- **Cadre institutionnel faible** : Le cadre institutionnel de gestion des ressources naturelles est fragile, avec un manque de cohérence dans la mise en œuvre des politiques. Les acteurs locaux ne sont pas suffisamment impliqués dans les processus de décision et le manque de transparence dans la gestion des ressources naturelles érode la confiance des citoyens. Par ailleurs, les organisations de la société civile et les communautés locales manquent de capacités pour mettre en œuvre des projets de développement durable, et les projets de développement sont souvent dépendants de financements extérieurs, ce qui limite leur pérennité.
- **Processus de reconnaissance et de légalisation des forêts communautaires (FC) difficile** : Les lenteurs et défis considérables dans le processus de reconnaissance et de légalisation des forêts communautaires (FC) constituent un obstacle majeur à leur développement durable. L'absence de titres de propriété légaux pour ces forêts fragilise leur statut et les expose à des risques d'envahissement et d'exploitation illégale. Selon les communautés locales, cette reconnaissance juridique est essentielle pour assurer une appropriation durable et une protection efficace de ces biens communs.
- **Moratoire levé sur l'exploitation forestière** : Suite au coup d'État de 2012, la Guinée-Bissau a connu une période d'exploitation forestière illégale intensive, notamment entre

²⁶ [Criminal accumulation into the governance vacuum in Guinea Bissau | Global Initiative](#)

2012 et 2015. Les exportations de bois vers la Chine sont passées de 61 tonnes en 2007 à 98 000 tonnes en 2014, témoignant d'une hausse vertigineuse et non réglementée. Bien qu'un moratoire gouvernemental ait été instauré en 2015 en réponse aux pressions de la société civile, cette mesure a été levée en 2020. La décision d'autoriser une nouvelle période spéciale d'abattage pour cinq années supplémentaires laisse craindre une reprise de l'exploitation forestière illégale à grande échelle et une aggravation des conséquences environnementales et sociales.

- **Conflits fonciers** : La Guinée-Bissau est confrontée à de multiples conflits fonciers, malgré un cadre légal relativement complet. L'absence d'application effective de la loi, combinée à l'impunité, alimente les tensions entre communautés. La loi foncière de 1998, bien qu'un premier pas, nécessite une mise à jour pour intégrer les évolutions législatives et sociétales, notamment en matière de droits des femmes et de protection de l'environnement.
- **L'égalité du genre dans la gestion durable des ressources naturelles** : Malgré le rôle prédominant des femmes dans la gestion et l'utilisation durables des ressources naturelles, du fait de l'environnement socioculturel de Guinée-Bissau, il est généralement plus difficile pour les femmes que pour les hommes d'obtenir l'accès à des ressources naturelles telles que la terre qui permettraient d'améliorer leurs capacités productives. En outre, leurs connaissances et leurs expériences sont souvent sous-estimées lorsqu'il s'agit de planification ou de prendre des décisions dans le cadre de processus de conservation ou de développement. Il en résulte que très peu de femmes ont des droits fonciers sûrs et indépendants, alors que les femmes représentent 75 % de la main-d'œuvre agricole. Le droit des femmes d'accéder à la terre reste largement tributaire de leur état matrimonial. Leurs droits d'hériter de la terre ne sont souvent pas reconnus, en raison des normes sociales en vigueur dans de nombreuses communautés locales²⁷.

B.2. Énoncé de la solution

B.2.1. Théorie du changement

Le programme pays SWISSAID en Guinée-Bissau cherche à renforcer la bonne gouvernance des ressources naturelles, en particulier des ressources forestières en promouvant une gestion décentralisée et participative²⁸. Pour ce faire, il mettra en œuvre une théorie du changement axée sur le renforcement des mécanismes de prise de décision inclusifs, équitables et transparents où les communautés affectées peuvent pleinement participer. Conscient de la sensibilité politique de cette thématique, cette approche soutiendra d'une part la collecte des données et l'analyse rigoureuse afin d'établir des évidences et des informations clés qui permettent de corroborer la diffusion de messages, voire de dénonciations de certains aspects négatifs de la mauvaise gouvernance des ressources naturelles. D'autre part, le programme cherchera à mettre en place des espaces de dialogues multi-partites constructifs entre les différentes parties prenantes afin de trouver des solutions adaptées au contexte. Là où c'est possible, cette approche s'appuiera sur des technologies modernes et innovantes pour analyser certaines situations (par exemple données satellitaires, télédétections, systèmes d'information géographique (SIG)) En s'appuyant sur des

²⁷ ECOWAS Commission (2017). Guinea-Bissau Country Risk and Vulnerability Assessment, ECOWAS.

²⁸ [Strengthening decentralized forest governance in West Africa](#)

outils modernes comme l'analyse de données satellitaires, la télédétection et les systèmes d'information géographique (SIG), le programme facilitera des dialogues et prises de décision éclairés et inclusifs. Par ailleurs, cette approche cherchera la coordination et la collaboration active avec des institutions régionales et globales reconnues dans le domaine de la bonne gouvernance des ressources naturelles. En s'alignant sur le Plan de convergence de la CEDEAO²⁹, le programme contribuera à harmoniser les politiques nationales³⁰ et à renforcer les capacités locales pour une meilleure protection des forêts et une réduction de la déforestation.

Ainsi, si nous... :

- Renforçons les capacités des acteurs locaux (ONG, fédérations, associations de femmes et de jeunes, chefs religieux et coutumiers) sur les bonnes pratiques en matière de gestion durable des ressources naturelles et en particulier des ressources forestières.
- Soutenons les acteurs locaux pour leur permettre de jouer leur rôle dans le plaidoyer auprès des acteurs habilités à prendre les mesures appropriées par rapport à la bonne gouvernance des ressources naturelles, aux défis relatifs aux droits des communautés et la promotion d'un développement local durable.
- Appuyons la mise en place de cadres de dialogue multi-partites constructifs entre les différentes parties prenantes, à différents niveaux et soutenons une approche participative pour renforcer la gouvernance des ressources naturelles, en particulier des forêts.
- Soutenons un accès équitable aux terres et aux autres ressources naturelles pour les femmes et les jeunes.
- Faisons appel à des technologies modernes et innovantes pour la levée et l'analyse de données, et mobilisons le concours d'institutions régionales et globales reconnues

Alors... :

- Les pratiques de gestion durable et participative des ressources naturelles, en particulier des forêts, seront mises à l'échelle et permettront de réduire la vulnérabilité des écosystèmes tout en assurant le développement socio-économique des communautés.
- La participation responsable et inclusive de l'ensemble des acteurs aux processus décisionnels en matière de bonne gouvernance des ressources naturelle se verra renforcé.
- La croissance économique locale durable et le renforcement de la résilience des populations vulnérables face au changement climatique augmenteront.
- Des solutions innovantes et adaptées pourront voir le jour.
- Les femmes et les jeunes auront plus d'opportunités d'accéder à des terres et aux autres ressources naturelles.

Ce qui conduira à... :

- Une meilleure responsabilisation des parties prenantes dans la promotion du développement économique et social en phase avec une bonne gestion des ressources naturelles, en particulier des forêts.
- Un transfert de savoir-faire et de pouvoir aux acteurs de la société civile pour assurer une veille citoyenne sur la bonne gestion des ressources naturelles.

²⁹ [News Article | FAO | Food and Agriculture Organization of the United Nations](#)

³⁰ [Stakeholders' survey on forest legal frameworks in 15 West African countries](#)

- Une meilleure gestion des ressources naturelles qui permette de préserver les écosystèmes sensibles tout en soutenant le développement socio-économique des communautés rurales.

B.2.2. Sur quoi construisons-nous ?

Tout comme pour la thématique A, nous bâtissons essentiellement sur plus de 40 ans d'expérience de travail en Guinée-Bissau, une équipe forte, un réseau élargi de partenaires ainsi que sur les fondements posés par le programme précédent 2019-2024, sur l'évaluation de cette dernière phase programmatique et une restructuration conduite en 2022-2024 sur la base de jalons pré-définis (milestones).

Depuis sa présence en Guinée-Bissau, SWISSAID défend les droits inaliénables des populations les plus vulnérables, en particulier celles des zones rurales, avec un accent sur les femmes qui sont victimes de discriminations sociales, politiques et économiques. Dans ce contexte, les programmes successifs du pays se sont principalement attachés à défendre les droits des petits paysans familiaux, qui constituent la grande majorité (environ 80% de la population) et qui vivent dans des zones rurales isolées, dépourvues d'infrastructures et d'accès aux services de base.

Compte tenu des aspects socioculturels du pays, les femmes sont les plus touchées. Pour mieux contribuer et accompagner les populations vulnérables dans l'amélioration durable de leurs conditions de vie, le programme (2019-2024) a défini des approches qui se complètent : *production alimentaire agroécologique - diversification et augmentation des revenus - mobilisation sociale en vue d'une bonne gouvernance des ressources naturelles - et réduction des asymétries entre les hommes et les femmes en termes de prise de décision et de participation politique*. Ce nouveau programme pays compte poursuivre dans la même voie et consolider le processus en mettant l'accent sur le plaidoyer en faveur d'une gouvernance équitable et d'une gestion durable des ressources naturelles, tout en tenant compte des enjeux de développement socio-économique des populations locales.

Tout en plaidant pour la bonne gouvernance des ressources naturelles dans leur ensemble, ce programme mettra particulièrement l'accent sur les ressources forestières en bâtissant sur des acquis importants. En effet, c'est déjà en 1989 que SWISSAID entre en collaboration avec l'ONG Panafricaine RADi (Réseau Africain pour le Développement Intégré) pour soutenir la mise en place de la Fédération Paysanne KAFO. Au fil des années, ce partenariat s'est consolidé, faisant de KAFO une organisation incontournable dans le paysage agricole de la Guinée-Bissau et de la sous-région. Aussi, depuis 1995, KAFO et SWISSAID collaborent étroitement pour soutenir le développement rural en Guinée-Bissau, en mettant un accent particulier sur la gestion durable des forêts communautaires (FC). Ce partenariat de longue durée a permis de renforcer les capacités des communautés locales, de favoriser l'autonomie des organisations paysannes et de promouvoir une approche participative de la gestion des ressources naturelles. Grâce à ce partenariat, plus de 83 FC sont aujourd'hui gérées de manière durable par les communautés locales, contribuant ainsi à la préservation de la biodiversité et à l'amélioration des conditions de vie des populations rurales. Cependant, ces FC ainsi qu'un grand nombre d'autres FC sont toujours confrontées à défis majeurs (conflits fonciers, expansion de la monoculture de cajou, surexploitation commerciale des espèces dominantes par l'industrie du bois, au déboisement et à la déforestation par l'agriculture itinérante, manque de reconnaissance et statut légal les protégeant, etc).

Les projets de SWISSAID Guinée-Bissau qui se sont distingués en faveur de la promotion des mécanismes participatifs de bonne gouvernance des ressources forestières sont entre autres les suivants :

- Gestion des terroirs villageois / Forêts communautaires : contribution axée sur la participation des communautés locales à l'accès et à la gestion des forêts et des terroirs avec la promotion des femmes dans la sphère décisionnelle au niveau local.
- Eau et assainissement : soutien aux communautés locales des régions de Cacheu et d'Oio, en particulier aux femmes, pour l'accès à l'eau à des fins de consommation domestique et d'alléger leur charge de travail.
- Projet Agroécologie : en plus de renforcer les capacités des communautés agricoles en matière de production respectueuse de l'environnement, il a également contribué à développer des approches d'accès à la terre et à l'eau d'irrigation pour les femmes.
- Le projet "FORET" : amélioration de la sécurité alimentaire et la résilience des communautés rurales en Guinée-Bissau en promouvant une gestion durable des forêts communautaires, en renforçant les capacités des femmes et des jeunes et en développant des filières agroforestières, tout en contribuant à la préservation de l'environnement. Ce projet s'est fait en partenariat avec la FAO dans le cadre d'une collaboration avec le SIDA et la CEDAO pour améliorer le cadre juridique protégeant les forêts en Afrique de l'Ouest en suivant le « plan de convergence pour la gestion et l'utilisation durables des écosystèmes forestiers de l'Afrique de l'Ouest³¹ ».

Par ailleurs, le programme cherchera à s'inspirer de l'expérience du programme en Inde qui a une forte expérience en gestion durable des ressources forestières, notamment grâce aux projets IN 2.18.02 Rights Over Natural Resources (RNR) qui a aidé des communautés marginalisées à faire valoir leurs droits sur des forêts, et IN 2.19.02 Sustainable Tribal Livelihood (STL) qui a soutenu des communautés marginalisées à renforcer leur sécurité alimentaires grâce entre autres aux produits forestiers non ligneux.

B.2.3. Principes, approches, instruments et rôle de SWISSAID

Afin de mener à bien la théorie du changement énoncée, le programme tablera sur un certain nombre d'approches clé dont voici une liste non-exhaustive :

- **Gestion forestière** : Promotion de la gestion durable des forêts, en privilégiant une approche participative et incitative. Il s'agit notamment de favoriser l'adoption d'une approche écosystémique, de restaurer et développer les zones protégées, de développer des chaînes de produits naturels durables et éventuellement certifiés, de renforcer les droits de propriété des communautés locales sur les ressources forestières, d'investir dans des systèmes agro-forestiers diversifiés et de promouvoir le développement des aliments sauvages et des produits forestiers non ligneux (PFNL). Sous réserve d'analyse plus approfondie, renforcer les capacités des institutions locales à participer aux marchés des services écosystémiques et de carbone.
- **Foresterie communautaire** : La foresterie communautaire est un ensemble d'arrangements institutionnels dans lesquels les communautés sont impliquées dans les prises de décisions et les bénéfices. Les communautés apportent leurs connaissances et leur travail pour parvenir à des forêts saines et au bien-être communautaire. La foresterie

³¹ [cedeaoplan_de_convergence_forestier_en_afrique_de_l_ouest.pdf](#)

communautaire englobe à la fois de multiples formes de gestion forestière initiées et mises en œuvre localement ainsi que des projets de foresterie sociale initiés de l'extérieur. Il s'agit d'ententes formelles et juridiquement reconnues, telles que des ententes de cogestion entre des communautés ou des citoyens individuels et des bureaucraties forestières gouvernementales³².

- **Agroforesterie :** L'agroforesterie est une pratique agricole qui associe la culture d'arbres à des cultures traditionnelles ou à l'élevage sur une même parcelle. Cette méthode offre de nombreux avantages, notamment l'amélioration de la fertilité des sols grâce à la matière organique apportée par les feuilles des arbres, la protection des cultures contre les intempéries et l'érosion, et la diversification des revenus des agriculteurs grâce à la production de fruits, de bois et d'autres produits forestiers. De plus, l'agroforesterie contribue à la lutte contre le changement climatique en séquestrant du carbone et favorise la biodiversité en créant des habitats pour la faune et la flore. Cette pratique ancestrale, adaptée à différents contextes et environnements, représente une solution durable pour une agriculture plus respectueuse de l'environnement.
- **Régénération Naturelle Assistée (RNA) :** Il s'agit d'une technique utilisée pour restaurer les forêts dégradées, en particulier dans les zones communautaires. Elle consiste à aider la nature à régénérer les arbres de manière spontanée, en éliminant les obstacles comme la concurrence des mauvaises herbes ou les dégâts causés par les incendies. Cette méthode est particulièrement efficace dans les zones où les communautés locales sont impliquées activement dans la gestion des ressources naturelles. En favorisant la repousse naturelle des arbres, la RNA permet de restaurer les écosystèmes, de protéger les sols et de diversifier les revenus des populations locales. Elle est souvent utilisée en complément d'autres techniques de restauration forestière et peut s'adapter à différents objectifs, tels que la production de bois, la conservation de la biodiversité ou l'amélioration des conditions de vie des populations locales.
- **Régénération Naturelle Gérée par les Agriculteurs (RNGA) :** Variante de la RNA, il s'agit d'une technique agricole simple et peu coûteuse qui consiste à favoriser la repousse naturelle des arbres et arbustes sur les terres agricoles. En sélectionnant les espèces les plus adaptées et en appliquant des techniques de gestion basiques (taille, élagage), les agriculteurs peuvent restaurer la végétation et améliorer la fertilité de leurs sols. Cette méthode, particulièrement adaptée aux régions sèches et aux petites exploitations, offre de nombreux avantages : elle est économique, respecte l'environnement et contribue à renforcer la résilience des systèmes agricoles face au changement climatique. Les agriculteurs peuvent ainsi augmenter leurs rendements, diversifier leurs revenus et préserver la biodiversité.
- **Gestion durable de la terre et de l'eau :** Promotion d'une gestion durable des terres et de l'eau en soutenant des approches intégrées et participatives. Il s'agit notamment de renforcer les systèmes d'accès à la terre et de propriété foncière, de réduire l'impact des activités humaines sur les écosystèmes, d'adopter une approche écosystémique dans la gestion des ressources naturelles, de favoriser les investissements fonciers durables en faveur des populations les plus vulnérables et de promouvoir une gestion intégrée de l'eau

³² Adapté de: [Community Forestry - an overview | ScienceDirect Topics](#)

à l'échelle des bassins versants. L'objectif est de concilier les besoins des populations locales avec la préservation des services écosystémiques, en renforçant la résilience des communautés face aux changements globaux.

- **Systèmes d'information géographique (Geographic Information System - GIS) et Télédétection (Remote sensing)** : La GIS se base sur des outils informatiques qui permettent de collecter, de stocker, de gérer, d'analyser et de représenter des données géographiques. Ces données peuvent être de nature très variée : cartes, images satellites, données socio-économiques, etc. Les SIG permettent de créer des cartes thématiques, de réaliser des analyses spatiales et de modéliser des phénomènes géographiques qui pourront être utilisés pour monitorer les forêts communautaires et extraire des informations comme le taux de déforestation, le couvert végétal, la qualité des sols, la présence d'eau, l'expansion des pâtures, les feux de forêts, l'urbanisation, etc. La télédétection utilise des capteurs qui permettent d'acquérir à distance des informations sur des éléments donnés, comme par exemple les forêts.
- **Plaidoyer et lobbying** : Le plaidoyer est essentiel en tant que complément de l'action sur le terrain. C'est un complément nécessaire pour dynamiser le processus de gestion durable des ressources naturelles dont les ressources forestières et améliorer les conditions de vie des communautés locales. Le programme renforcera les capacités des organisations de la société civile afin de contribuer à leur pleine participation au processus de plaidoyer pour la gestion durable des ressources naturelles, en particulier des ressources forestières.

B.2.4. Risques et hypothèses

Risques et mesures d'atténuation			
Risques	Probabilité	Impact	Mesures de mitigation
Risques externes			
L'instabilité politico institutionnelle, le manque de volonté des autorités administratives	Haut	Haut	Les organisations communautaires ont des capacités renforcées sur le plaidoyer et elles renforcent le dialogue et la communication avec les autorités administratives régionales.
Manque de volonté politique, dysfonctionnements au sein de l'administration publique, une faible sensibilisation des décideurs locaux à la gouvernance participative et la corruption. Ces facteurs entraînent souvent un décalage entre les politiques élaborées et leur mise en œuvre effective sur le terrain.	Haut	Haut	Ces risques seront traités par des actions de renforcement des capacités et de suivi des acteurs et des populations cibles, ainsi que par des actions de plaidoyer auprès des décideurs.

Expropriation ou ingérence des autorités administratives dans la gestion des ressources communautaires.	Haut	Haut	Des termes de compromis et des accords sont clairement établis entre les acteurs des organisations communautaires et les services déconcentrés du gouvernement sur les aspects sensibles de la gestion des ressources naturelles.
Le manque de sensibilité des décideurs (chefs traditionnels, administration locale, etc.) vis-à-vis de la gouvernance participative des ressources naturelles	Faible	Moyen	Les organisations communautaires mènent des activités d'influence auprès des autorités traditionnelles en vue d'avoir leur adhésion et appropriation des actions sur la gouvernance des ressources communautaires.
Risques liés au programme			
Les moyens financiers fournis par la coopération Suisse sont insuffisants ou indisponibles. La mobilisation des fonds locaux est limitée au niveau dans la sous-région.	Moyen	Moyen	Recherche active de fonds et montage de projets qui permette une certaine continuité d'un projet à l'autre.
Dysfonctionnement des comités de gestion communautaire impliqués dans la gestion des ressources naturelles	Moyen	Haut	Des espaces de concertation et d'échange permanent sont créés et fonctionnent de façon coordonnée et assurent un suivi permanent des politiques et actions planifiées par les autorités administratives locales.
Risques internes			
Mauvaise administration du programme, lacunes et manque de rigueur dans l'application des politiques, standards et procédures internes.	Faible	Haut	SWISSAID a mis en place un processus de recrutement et de suivi du personnel rigoureux afin de s'assurer de la plus haute probité du personnel. Des formations internes, des encouragements et des rappels réguliers des politiques, standards et procédures internes, mais aussi l'application de sanctions pour tout écart, contribuent au maintien d'une éthique de travail des plus élevées.

B.3. Résultat du programme

N°	Résultats SWISSAID :
OC2	500'000 personnes - en particulier les plus vulnérables - bénéficient d'une gouvernance équitable des ressources naturelles et ont amélioré leur résilience au climat et leurs capacités de gestion des ressources naturelles.
OC3	250 000 femmes - avec la coresponsabilité des hommes - jouissent de plus en plus d'une vie sans discrimination ni violence fondée sur le genre et renforcent leur plein potentiel sociopolitique et économique dans une société plus inclusive sur le plan du genre.

N°	Résultats du programme	En rapport avec les résultats de SWISSAID:	Brève description, explication de l'adaptation ou de la division en différents résultats
Focus thématique B : Gouvernance des ressources naturelles, en particulier des forêts			
GB 05	D'ici 2028, le programme offre la possibilité à au moins 42 000 femmes et 28 000 hommes, soit un total de 70 000 personnes, de contribuer à et de bénéficier d'une meilleure gouvernance des ressources naturelles, en particulier des ressources forestières.	OC 2	L'adaptation de ce résultat consiste à faire des bénéficiaires de la meilleure gouvernance des ressources naturelles (en particulier les ressources forestières) des acteurs qui contribuent également à sa réalisation.
GB 06	D'ici 2028, au moins 80% des personnes formées et au moins 20 % des personnes sensibilisées appliquent au moins trois méthodes de gestion durables des forêts.	OC 2	L'adaptation de ce résultat permet de contribuer au renforcement des capacités des acteurs/bénéficiaires pour une meilleure application des méthodes de gestion durable des forêts.
GB 07	D'ici 2028, un cadre multi-acteurs est actif, contribue au dialogue politique avec les autorités au niveau national et obtient des résultats dans l'application effective des lois contribuant à la préservation des forêts et au développement de la foresterie communautaire.	OC 2	La mise en place d'un cadre multi-acteurs favorise une gouvernance forestière équitable, renforçant ainsi la résilience climatique des communautés locales, favorisant le dialogue politique et renforçant l'application des lois.

B.4. Indicateurs

N°	Nom de l'indicateur	N°	Indicateur Swissaid :
Focus thématique B : Bonne gouvernance des ressources naturelles, en particulier des forêts			

GB 05 - D'ici 2028, le programme offre la possibilité à au moins 42 000 femmes et 28 000 hommes, soit un total de 70 000 personnes, de contribuer à et de bénéficier d'une meilleure gouvernance des ressources naturelles, en particulier des ressources forestières.			
5.A	Nombre d'hectares de terre mis en valeur sans compromettre la durabilité des écosystèmes	2.ba	La reformulation de cet indicateur réside sur la précision de l'unité de mesure hectare de terre et pour mieux rendre compte de la réalité de nos acteurs locaux, nous avons choisi de le reformuler en termes de mis en œuvre au lieu de gérer.
5.B	Nombre de personnes membres des organisations communautaires de base (OCB) influençant la transparence et l'utilisation des ressources naturelles	2c	L'augmentation du nombre de personnes membres des OCB influençant la transparence et l'utilisation des ressources naturelles va contribuer au renforcement de la participation citoyenne et d'une amélioration de la gouvernance locale desdites ressources.
5.C	Nombre de documents démontrant l'amélioration de la gouvernance des ressources naturelles et de la gestion de l'adaptation au changement climatique	2d	L'adaptation de ce résultat a permis d'avoir un outil plus précis et complet pour évaluer les progrès réalisés en matière de gestion des ressources naturelles et d'adaptation au changement climatique.
GB 06 - D'ici 2028, au moins 80% des personnes formées et au moins 20 % des personnes sensibilisées appliquent au moins trois méthodes de gestion durables des forêts.			
6.A	Pourcentage de personnes formées qui appliquent au moins trois méthodes de gestion durables des forêts.	2.1b	L'adaptation en pourcentage apporte une dimension supplémentaire à l'analyse des pratiques durables. Elle permet de mieux comprendre les dynamiques à l'œuvre, d'évaluer l'efficacité des interventions et de suivre l'évolution dans le temps.
6.B	Pourcentage de personnes sensibilisées qui appliquent au moins trois méthodes de gestion durables des forêts.	2.1b	L'approche en pourcentage apporte une dimension supplémentaire à l'analyse des pratiques durables. Elle permet de mieux comprendre les dynamiques à l'œuvre, d'évaluer l'efficacité des interventions et

			de suivre l'évolution dans le temps.
GB 07 - D'ici 2028, un cadre multi-acteurs est actif, contribue au dialogue politique avec les autorités au niveau national et obtient des résultats dans l'application effective des lois contribuant à la préservation des forêts et au développement de la foresterie communautaire.			
7.A	Nombre de personnes membres des organisations communautaires de base (OCB) influençant la transparence et l'utilisation des ressources naturelles.	2.c	Pour mieux mesurer les effets des acteurs locaux dans la gouvernance des ressources naturelles, nous avons recentrer le cadre de mesure aux OCB pour mieux influencer au niveau où elles se trouvent afin que les ménages puissent en faire un usage durable.
7.B	Nombre de documents démontrant l'amélioration de la gouvernance des ressources naturelles et de la gestion de l'adaptation au changement climatique	2.d	Cet indicateur est reformulé pour le programme en parlant d'existence de document au lieu d'exemple documenté tel que décrit dans l'indicateur SWISSAID.

2. Résultat 4 de Sufosec : avec qui et comment travaillons-nous ?

2.1. Analyse des parties prenantes, partenaires et partenaires stratégiques

N°	SWISSAID résultat 4
OC4	100 partenaires nationaux et locaux ont renforcé leur pouvoir d'action et de décision, et SWISSAID a adopté une approche de partenariat plus équitable, renforçant ainsi le développement local mené par les acteurs locaux (locally led development).

En partant des différents acquis des programmes précédents, ce nouveau programme compte renforcer la dynamique de localisation en consolidant la collaboration avec plusieurs acteurs en Guinée-Bissau, dans le contexte d'un développement local axé sur des objectifs à long terme. SWISSAID souligne l'importance de travailler en partenariat avec les organisations de la société civile (OSC) locales, les institutions étatiques, les autorités locales et traditionnelles, les partenaires techniques et financiers (PTF), les institutions académiques et de recherche, le secteur privé et de tout autre partie prenante pertinente, afin de maximiser l'impact de ses actions et de favoriser un changement durable.

En Guinée-Bissau, SWISSAID privilégie une approche collaborative fondée sur :

- **Des objectifs communs** : SWISSAID s'attache à définir des objectifs partagés avec ses partenaires, qu'ils soient à court ou long terme. Cette démarche garantit une cohérence d'action et une maximisation des résultats.
- **La complémentarité des compétences** : SWISSAID met en valeur les atouts spécifiques de chaque partenaire. Par exemple les OSC locales apportent leur connaissance du terrain et leurs liens avec les communautés, tandis que SWISSAID peut offrir une expertise technique et des ressources.
- **L'apprentissage mutuel** : La collaboration est vue comme une opportunité d'échange et d'apprentissage réciproque, permettant à tous les acteurs de développer leurs compétences. Une collaboration basée sur la co-crédation d'initiatives conjointes sera ainsi mise en valeur.
- **Un soutien financier et non financier** : Outre le soutien financier, SWISSAID s'engage dans des partenariats non monétaires, tels que le plaidoyer conjoint, le réseautage tant au niveau national que régional et international, le développement et le partage des connaissances, les formations et le renforcement des capacités.
- **Un dialogue ouvert et transparent** : SWISSAID favorise un dialogue constant avec ses partenaires afin de clarifier les attentes, renforcer la confiance et la transparence, et harmoniser la collaboration.

Les organisations de la société civile (OSC) sont considérées comme des partenaires prioritaires de SWISSAID en raison de leur ancrage dans les communautés et de leur connaissance des enjeux locaux. Ainsi ce programme vise en priorité à renforcer les OSC partenaires dans leur capacité à développer leur propre vision du développement et se donner les moyens de définir et mettre en œuvre des initiatives contribuant à cette vision. Il s'agit là de transférer plus de pouvoir décisionnel, de ressources et de responsabilités vers les OSC partenaires pour la mise en œuvre du programme. Il s'agit d'un processus complexe qui nécessite une approche bien élaborée basée sur le dialogue ainsi qu'une compréhension commune des enjeux, objectifs et processus. De surcroît,

cela offre de nombreuses opportunités pour améliorer l’ancrage du programme dans le contexte local, renforcer le développement durable au-delà de la temporalité du programme pays, autonomiser les partenaires locaux, favoriser l’appropriation locale d’enjeux globaux et au final favoriser l’émergence de sociétés plus justes, démocratiques et durables où les acteurs locaux de la société civile peuvent jouer pleinement leur rôle.

Tableau 3: Résultat pour le développement local et partenariats équitables

N°	Localisation et partenariat	Relatifs aux résultats de SWISSAID :	Brève description, explication de l'adaptation ou de la division en différents résultats
Développement mené localement			
GB 08	D’ici 2028, 7 partenaires nationaux ou locaux ont accru leur capacité d’action et leur pouvoir de décision, et SWISSAID a adopté une approche de partenariat plus équitable, renforçant ainsi le développement mené localement.	OC4	<u>Résultat 1</u> : 9 partenaires nationaux ou locaux ont fait des progrès significatifs sur l’outil OCO.

Tableau 4: Liste des indicateurs du développement mené localement

N°	Nom de l'indicateur	N°	Indicateur Swissaid
Développement local			
GB 08 : D’ici 2028, dans les zones d’intervention du programme, 11 partenaires nationaux et locaux mettent en œuvre des actions qui améliorent leurs décisions sur le développement communautaire			
8.A	Pourcentage des partenaires nationaux et locaux habilités ont atteint au moins le niveau 3 (codécision) de l’outil d’évaluation du pouvoir dans le cadre de leur collaboration avec SWISSAID (cible : au minimum 40%)	4.a	Idem
8.B	Nombre de partenaires ayant des capacités renforcées et participant au développement local (cible : 5)	4.3.b	Idem
8.C	Pourcentage des fonds SWISSAID alloués aux acteurs nationaux/locaux (objectif : 30%).	4.a	Idem

L’établissement de partenariats efficaces favorisant un dialogue ouvert et constructif permet à SWISSAID et à ses partenaires d’aligner leurs priorités et de maximiser leurs contributions, tout cherchant à garantir des avantages mutuels et un engagement partagé. Compte tenu du nombre de partenaires existants et potentiel avec lesquels SWISSAID collabore dans le cadre de ce programme, les partenaires sont regroupés selon deux catégories (stratégique et synergie). Des approches de collaboration sont proposées pour chacune des catégories :

- **Partenaires stratégiques** : Il s'agit principalement d'organisations de la société civile locales (fédérations, réseaux, associations) travaillant dans les domaines clés du programme. Ces partenaires jouent un rôle central dans la mise en œuvre des activités du programme. SWISSAID s'engage à renforcer leurs capacités et à les impliquer pleinement dans les processus de développement local. Dans la plupart des cas, ce type de partenariat sera basé sur un mémorandum d'entente ou un accord spécifique fournissant une base contractuelle. Les principales approches de collaboration incluent :
 - **Outil OCO** : Déploiement de l'outil d'évaluation des capacités des organisations partenaires (OCO) afin d'évaluer la solidité et le potentiel des partenaires, existants ou potentiels, au niveau des programmes pays. Cet outil, flexible et adaptable, permet d'identifier les forces, les faiblesses et les défis des organisations ; offre un cadre de réflexion pour l'amélioration continue ; vérifie que les partenaires respectent les normes et standards de SWISSAID pour fournir une base de collaboration solide ; renforce la collaboration entre SWISSAID et ses partenaires dans le processus de localisation et permet d'identifier puis de soutenir des axes d'amélioration possibles. L'OCO évalue les organisations sur cinq domaines clés : structure, orientation, management, finance et administration, et durabilité.
 - **Outil PAT³³** : Déploiement de l'outil Power Assessment Tool (Outil d'Evaluation du Pouvoir) qui a été conçu pour rendre plus visibles les déséquilibres de pouvoir, permettant aux partenaires d'analyser et de réfléchir sur les relations de pouvoir. L'hypothèse est que si les partenaires ont une meilleure compréhension de la façon dont le pouvoir fonctionne dans le partenariat, ils seront mieux placés pour travailler à un transfert de pouvoir conformément à leurs principes communs.
 - **Co-création** : Renforcement d'une approche collaborative basée sur la co-création où tous les partenaires travaillent ensemble sur un pied d'égalité pour concevoir, développer et mettre en œuvre des projets et des initiatives dans le cadre de ce programme. Ce processus implique une participation active et partagée dès les premières étapes, de l'identification des besoins jusqu'à l'évaluation des résultats.
 - **Mutualisation de la levée de fonds (joint fundraising)** : Encouragement à lever des fonds en commun dans une optique de mobilisation de ressources financières plus importantes en unissant les efforts des partenaires et en combinant les réseaux de donateurs potentiels. Cela permet d'une part de renforcer la crédibilité, dans la mesure où une collaboration entre une ONG internationale et des acteurs locaux renforce la crédibilité du projet auprès des bailleurs de fonds, car elle témoigne d'un engagement fort au niveau local, d'une approche multipartite tout en garantissant des standards internationaux de mise en œuvre. Et d'autre part de renforcer les capacités et responsabiliser les partenaires dans la levée de fonds, afin de développer des projets et initiatives finançables tout en répondant aux exigences de conformité et de gestion des risques des bailleurs de fonds.

³³ [Power-Awareness-Tool.pdf \(partos.nl\)](https://partos.nl/Power-Awareness-Tool.pdf)

- **Partenaires de synergie** : Cette catégorie regroupe un ensemble plus large d'acteurs, tels que les agences onusiennes, les partenaires techniques et financiers, les agences et institutions étatiques, les centres de recherche, les fondations et les donateurs. Ces partenariats visent à créer des synergies, à favoriser les échanges et à mobiliser des ressources complémentaires. Ils constituent de véritables espaces de réflexion et d'innovation pour relever les défis du développement en Guinée-Bissau. Ce type de partenariat ne reposera pas nécessairement sur une base contractuelle ni n'impliquera de transfert de ressources, et pourra simplement se faire de gré à gré. Il est toutefois également possible d'entrer en partenariat contractuel avec des partenaires de synergies, et de mettre à profit certaines approches telles que la co-crédation et la mutualisation de la levée de fonds.
 - **Coordination et synergies** : Un des buts de se rapprocher des partenaires de synergies est de chercher à mieux coordonner les projets et initiatives du programme avec les projets, initiatives et processus soutenus par ces partenaires, et là où c'est possible créer des synergies mutuellement bénéfiques qui amplifient l'impact.
 - **Echange de bonnes pratiques et savoir-faire** : Au fil de ses expériences, chaque partenaire acquiert de l'expertise, développe des bonnes pratiques et génère du savoir-faire qui peuvent être utiles et bénéfiques au programme. Réciproquement, le programme peut disposer d'expertise, bonnes pratiques et savoir-faire qui peuvent servir à d'autres partenaires de synergies. Pour ce faire, le programme cherchera à établir des plateformes d'échange qui peuvent également servir de caisses de résonance et sources de conseils pour la mise en œuvre du programme.
 - **Réseautage et partage d'information** : Les partenaires de synergies et SWISSAID et les partenaires stratégiques ont chacun accès à différents réseaux locaux, nationaux, régionaux et globaux, ainsi qu'à différentes sources d'information technique, académique, politique, contextuelle, etc. qui peuvent être mis à profit pour tous dans une dynamique de partage mutuellement renforçant.

Cette stratégie de partenariat permet à SWISSAID de créer un réseau solide et diversifié, capable de répondre aux enjeux complexes du développement local et de générer un impact durable, tout en consolidant une approche de localisation forte s'inscrivant dans la durée.

Pour ce programme 2025-2028, SWISSAID prévoit de collaborer avec 8 partenaires stratégiques dans la thématique A et 2 dans la thématique B, ainsi qu'avec 6 partenaires de synergies dans la thématique A et 4 dans la B. Soit un total de 10 partenaires stratégiques et 10 partenaires synergiques. Il faut toutefois noter qu'il y a une certaine porosité entre les thématiques, permettant à certains partenaires stratégiques de collaborer dans les deux thématiques à la fois. Il se peut également que de nouveaux partenaires stratégiques et de synergiques soient ajoutés au cours du programmes, en fonction des opportunités de collaboration.

Tableau 5: Liste des partenaires stratégiques et synergiques

N°	Nom de la partie prenante	Description (+ depuis que le partenaire travaille avec SW)	Rôle et valeur ajoutée des parties prenantes, indiquez les liens et collaborations existantes de ces partenaires
Focus thématique A : Systèmes alimentaires durables basés sur l'agroécologie et l'action transformatrice en matière de genre			
Partenaires stratégiques – backbones organisations			
1	OGD	<p>L'Organisation Guinéenne de Développement (OGD - Organização Guineense de Desenvolvimento) a été créée le 30 octobre 2014. Elle est née du processus de transfert de connaissances, de compétences et de valeurs de la SNV, qui opérait dans le pays depuis 35 ans. Depuis sa création il y a près de 10 ans, l'OGD a démontré son engagement envers le développement de la Guinée-Bissau.</p> <p>La mission de l'OGD est d'encourager le développement durable à travers la promotion d'alternatives de subsistance innovantes adaptées au contexte local, capables de faciliter l'accès aux connaissances et aux opportunités socio-économiques qui contribuent à l'amélioration des conditions de vie de la population.</p> <p>La vision de l'OGD est de contribuer à une société égalitaire et inclusive en termes d'opportunités et de droits, où la pauvreté n'est pas un obstacle au bien-être individuel. Ses domaines d'intervention spécifiques comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Services de base en éducation, eau, assainissement et hygiène • Production, revenus et emploi dans l'agriculture, sécurité alimentaire et nutrition, basés sur une approche agroécologique • Formation professionnelle et emploi dans le tourisme et l'artisanat • Gouvernance, démocratie et droits de l'homme • Le genre comme domaine transversal à toutes les autres interventions 	<p>OGD va concevoir des formations basées sur les besoins des bénéficiaires et les mettre en œuvre au niveau des communautés en se concentrant sur l'agriculture, la transformation et/ou le conditionnement de volailles, fruits et légumes, y compris les jeunes et les femmes (60 %) et les rapatriés, ainsi que la cohésion sociale. OGD s'efforcera également de renforcer le développement durable mené par la communauté en créant un environnement d'apprentissage participatif et inclusif. Il autonomisera les femmes et les jeunes en enseignant l'alphabétisation, en développant des compétences en gestion et en résolution de problèmes, en promouvant leur participation à l'espace public et en améliorant leur capacité de prise de décision et d'action collective</p>
2	Pôle de Compétence	<p>Le Pôle de compétence agroécologie rassemble 20 personnes et est un réseau d'acteurs composés de techniciens et ingénieurs agronomes. Ce réseau a été créé par SWISSAID durant la première phase du projet</p>	<p>Dans ce programme, le Pôle de compétence valorisera toutes ses expériences et se chargera de superviser et coordonner les activités concernant les pratiques agroécologiques et le plaidoyer au niveau national.</p>

		<p>agroécologie en 2015 pour la promotion et diffusion de l'agroécologie en Guinée Bissau.</p> <p>Le réseau a bénéficié des formations en agroécologie, en communication pour le plaidoyer et capitalisation avec SWISSAID en partenariat avec Agrisud durant les deux phases, les membres ont participé à des échanges (visites, foires, séminaires) en Afrique de l'Ouest sur les semences et pratiques agroécologiques. Le réseau a formé les producteurs/productrices des phases précédentes du projet agroécologie.</p>	
3	FORUM de Cacheu	<p>Le forum des organisations pour le développement de la région de Cacheu a été créé dans le but de devenir un espace de concertation et de coordination des actions, de partage d'expériences, de soutien technique et de conseil aux organisations membres, de plaidoyer, de mobilisation de fonds et de gestion de partenariats, à travers une structure unique de représentation de leurs intérêts. Le Forum collabore avec SWISSAID depuis 2020.</p>	<p>Dans le cadre du programme, le forum va jouer un rôle important dans la collaboration pour la communication et le plaidoyer en faveur des jeunes et des femmes sur les créneaux porteurs et les opportunités d'emploi et de revenu.</p>
4	GUIARROZ	<p>Guiarroz a été créée en mai 1993 par l'initiative de 24 citoyens (techniciens et producteurs encadrés par l'ex-Département expérimental de production agricole au centre d'expérimentation et production de semences de Contuboe). C'est une ONG dotée d'une large expérience en matière de développement rural. Son objectif principal est de contribuer à la participation active des populations rurales dans les activités promouvant leur progrès économique, social et agricole, afin de renforcer l'autosuffisance alimentaire et améliorer les revenus des ménages ruraux. Guiarroz a de l'expertise en matière d'accompagnement organisationnel et l'appui technique à la création de banque de céréales dans les communautés. Guiarroz est un partenaire d'exécution de SWISSAID depuis l'année 2010.</p>	<p>Guiarroz va contribuer au plaidoyer pour une agriculture familiale et à la défense des intérêts des producteurs ruraux. Guiarroz va jouer un rôle important au niveau local, régional et national pour assurer l'accès aux facteurs de productions et va collaborer dans le pôle agroécologique (AE). Et enfin Guiarroz va participer dans la mise en œuvre des projets du nouveau programme et dans la capitalisation, le partage et la communication des bonnes pratiques.</p>
5	COAJQQ	<p>COAJQQ est une Coopérative Agricole de Jeunes Cadres fondée le 15 juin 2000 par des techniciens bissau guinéens de formation en Agronomie, élevage et foresterie. Basés dans la région de Cacheu. Opéré dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, de la transformation et de la conservation des</p>	<p>COAJQQ va contribuer à la promotion et diffusion des produits nationaux souhaitant favoriser leur consommation et leur notoriété. Il va aussi appuyer dans la formation (avec un accent particulier sur les jeunes).</p>

		produits agricoles. COAJOT collabore avec SWISSAID depuis plus de vingt ans.	
6	COAJOT	COAJOT est une coopérative de jeunes formés dans divers domaines (agriculture, aviculture, entre autres) par l'école professionnelle ADPP de Bissorā, qui ont décidé librement et spontanément de s'organiser et de promouvoir l'auto-emploi, ainsi que de diffuser les meilleures pratiques dans leurs domaines de formation auprès des communautés de leur zone d'intervention	COAJOT offre un bon ancrage dans les communautés du secteur de Bissorā, Région de Oio et a la capacité d'accompagner les bénéficiaires de nos projets. Les animateurs de COAJOT sont formés par SWISSAID dans le cadre du projet AE à l'accompagnement de la production agroécologique. Il y a quelques autres membres de COAJOT qui ont des compétences aussi dans la gestion de l'eau dans les périmètres maraichers et l'installation des irrigations avec pompe solaire.
7	RENLUV	RENLUV a été créé en 2004 dans le but de contribuer à la prévention, à la réduction et à la lutte contre les violences basées sur le genre et sur les enfants, dont les mutilations génitales. RENLUV promeut des campagnes d'information, de sensibilisation et de formation à destination des acteurs du développement, des chefs religieux et traditionnels, en leur fournissant des instruments efficaces pour lutter contre la violence basée sur le genre et la violence envers les enfants. Cette organisation mobilise la participation effective de diverses organisations dans la lutte contre les violences basées sur le genre et les enfants, à travers des actions de lobbying et de plaidoyer, en collaboration avec les entités publiques et les partenaires de développement potentiels.	Elle va appuyer dans la sensibilisation des leaders d'opinion et du conseil des anciens dans le domaine de la lutte contre les violences; la collaboration, formation, échange d'expériences avec des groupes professionnels et académiques, médias, syndicats, ONG et entrepreneurs du secteur privé, réseau jeunesse et organisations internationales dans le but de lutter contre le fléau de la « violence »
8	WELLFOUND	Wellfound est née en 2005 dans le but de venir au secours des populations démunies qui ont des besoins en eau. Depuis lors, WellFound a concentré son travail en Afrique de l'Ouest, où les besoins sont importants. WellFound entretient des relations de coordination et d'échange avec SWISSAID depuis 2023. Wellfound a son siège aux Royaumes-Unis (https://www.wellfound.org.uk/).	Avec Wellfound, plusieurs synergies pourront être développées pour renforcer la disponibilité de l'eau à usage agricole et domestique au niveau des communautés et le maintien de nouvelles infrastructures de l'eau. Cette collaboration permettra notamment au programme de renforcer les activités des petites productrices horticoles et la réduction des maladies d'origine hydrique.
<i>Partenaires de synergies (liste non-exhaustive)</i>			
9	COPE	L'organisation non gouvernementale Co.P.E. (Coopération Pays Emergents) est une association sans but lucratif (ASBL) et de volontariat international qui est créée en 1983 à Bissau. Elle est affiliée à COPE international	COPE va participer à la consolidation des interventions entreprises à travers le programme finissant par le développement et l'implémentation de nouvelles propositions de projet. Elle aura un rôle à jouer dans la promotion de l'éducation

		basé en Italie. SWISSAID et COPE collaborent depuis 2022. (https://www.cope.it/)	environnementale et l'encadrement des organisations communautaires de base.
10	ADPP	Bien qu'ayant commencé à opérer en Guinée Bissau depuis 1981, elle s'est enregistrée comme ONG nationale en 1992. C'est une organisation qui a un focus sur le travail avec les communautés de base pour un développement économique et sociale. ADPP a de l'expertise dans la formation professionnelle des jeunes et à leur appui pour une insertion technico professionnelle. ADPP a aussi une expérience de travail dans la promotion des clubs d'agriculteurs, la transformation des produits agricole et l'entrepreneuriat rural. ADPP travaille avec Swissaid depuis 2015, à travers des projets implémentés en collaboration avec la fédération Kafo.	ADPP va contribuer au développement de projet, à la formation des bénéficiaires du programme dans les domaines agricoles, la formation professionnalisantes et l'entrepreneuriat rural (surtout liées à l'auto-emploi juvénile).
11	Plan International	Plan International est une organisation internationale présente en Guinée Bissau depuis 1995. Plan international intervient dans plusieurs secteurs d'activités qui mettent l'accent sur l'autonomisation des femmes et des filles. C'est une organisation à orientation féministe qui valorise beaucoup le renforcement des capacités des jeunes et des femmes pour des activités d'influence pour mieux réduire les pesanteurs sociales en vue de leur plein épanouissement. Plan international n'a pas encore travaillé avec SWISSAID.	Peut collaborer dans le cadre du développement de synergie pour des actions d'influence. Echanges d'expériences, collaboration pour la communication et le plaidoyer en faveur des groupes vulnérables (enfants, femmes, filles et personnes en situation de handicap).
12	PAM	Le Programme alimentaire mondial (PAM) est l'agence des Nations Unies dédiée à la lutte contre la faim dans le monde. En Guinée-Bissau, le PAM joue un rôle important dans la distribution d'aide alimentaire d'urgence pour les populations les plus affectées, soutien à la nutrition, notamment chez les enfants de moins de cinq ans, et renforcement des systèmes alimentaires locaux.	SWISSAID et le PAM ont établi un groupe de travail et de réflexion le renforcement des systèmes alimentaires locaux, et l'approvisionnement locale des cantines scolaires en produits agroécologiques. Le programme cherchera à renforcer le groupe de travail et les synergies d'actions.
13	Ministère de l'agriculture et développement rural	Entité gouvernementale chargée de concevoir et de mettre en œuvre des politiques de développement du secteur agricole et rural, de promouvoir la production agricole, la sécurité alimentaire et le bien-être des communautés rurales.	Allié indispensable du secteur public et de la mise de la Politique publique sur l'agriculture.
14	SKAT Foundation / Rural Water	Membre de l'alliance SUFOSEC, la SKAT Foundation est une organisation suisse qui soutient des projets innovants dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. Elle	En tant que membres de l'alliance SUFOSEC, SWISSAID échangera avec SKAT et le RWSN pour s'inspirer de bonnes pratiques et d'innovations pertinentes pour

	Supply Network	met l'accent sur des solutions durables et adaptées au contexte local. Elle héberge le Rural Water Supply Network (RWSN) qui est un réseau mondial de connaissances qui rassemble des experts, des gouvernements et des organisations de la société civile. Le RWSN travaille à améliorer les politiques et les pratiques en matière d'approvisionnement en eau en milieu rural. Il s'intéresse particulièrement aux forages économiques et à l'autonomisation des communautés.	le programme, ainsi que comme conseiller technique sur certains aspects liés à l'eau.
Focus thématique B : Gouvernance des ressources naturelles, en particulier les forêts			
Partenaires stratégiques			
15	KAFO	La fédération paysanne Kafo, est née en 1989, à partir d'un projet de sécurité alimentaire appuyé par SWISSAID. Elle compte 10 organisations paysannes et la majorité des membres sont des femmes. Les activités de la fédération Kafo sont des contributions majeures à l'auto-prise en charge des paysans et producteurs ruraux. La promotion du « Complexe Centre Paysan » permettra à la fédération de contribuer à la prise en charge des besoins des producteurs. La fédération Kafo travaille avec SWISSAID depuis plus d'une vingtaine d'année. En outre, KAFO s'occupe de 104 forêts communautaires (FC) répertoriées en 2014.	Kafo apportera les bonnes pratiques à capitaliser, partager et communiquer en matière d'auto-prise en charge des paysans et producteurs ruraux (renforcement de la production) et les dynamiques de développement rural inclusifs. L'apport de KAFO portera beaucoup sur la préservation des forêts et la bonne gestion des 104 FC.
16	SAHEL 21	L'ONG Sahel 21 a mené des actions sur la gestion rationnelle des ressources forestières, de reboisement, de protection des forêts et de gestion Intégrée de terroirs villageois, fort appréciées par les communautés. Elle a collaboré avec Swissaid dans le cadre du programme précédent.	Elle valorisera son fort ancrage social pour mettre en œuvre des actions sur la gouvernance des forêts communautaires y compris le renforcement de capacités de surveillance et d'application des règles, ainsi que l'appui à la mise en place des initiatives génératrices de revenus et ou de foresterie.
Partenaires de synergies			
17	UICN	Depuis 1988, l'Union internationale pour la conservation de la nature (International Union for Conservation of Nature – IUCN) est présente en Guinée-Bissau. L'essentiel de son intervention dans le pays est basé sur la valorisation et conservation de la biodiversité, la gouvernance efficace et équitable de l'utilisation de la nature et la mise en œuvre de solutions basées sur la nature pour relever les défis du climat, de l'alimentation et du développement. UICN travaille avec SWISSAID	UICN est un partenaire avec qui des synergies pourront être développées pour le renforcement des connaissances des partenaires du programme dans les domaines de la bonne gouvernance des ressources naturelles et donner des appuis conseils dans le domaine de l'éducation environnementale. Il peut aussi jouer un rôle dans la mobilisation de fonds internationaux pour le programme.

		depuis 2020 dans le cadre d'un projet relatif aux industries extractives.	
18	FAO	La FAO, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, est l'agence spécialisée des Nations Unies qui s'efforce d'éradiquer la faim, d'améliorer la nutrition et de promouvoir le développement agricole durable. En Guinée-Bissau, la FAO met en œuvre des programmes variés. Elle soutient les petits exploitants agricoles en leur fournissant des semences améliorées, des outils et des formations. La FAO travaille également à améliorer la gestion des ressources naturelles, à renforcer la résilience des communautés rurales face aux chocs climatiques et à promouvoir des pratiques agricoles durables.	SWISSAID et la FAO échangent depuis de nombreuses années mais on renforcé leur collaboration en 2024 dans le cadre du projet de la FAO avec le SIDA et la CEDAO « Transformation globale des forêts pour les peuples et le climat : un focus sur l'Afrique de l'Ouest ». Ce programme cherchera à capitaliser sur cette collaboration pour renforcer les synergies avec la FAO.
19	PCQVP	Publier ce que vous payez (PCQVP GB) ou Publish What You Pay (PWYP) en anglais est un réseau de plus de 1000 organisations dans plus de 50 pays faisant campagne pour une transparence et une responsabilité accrue dans le secteur extractif et une transition juste vers un avenir énergétique plus propre. SWISSAID a collaboré avec la société civile de Guinée-Bissau pour mettre en place une coalition nationale PCQVP qui a finalement vu le jour en 2008. Dans de nombreux pays, PCQVP participe au comité de pilotage multisectoriel de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE), mais la GB ne fait pas encore partie de l'ITIE.	SWISSAID envisage de poursuivre les échanges avec PCQVP GB sur la bonne gouvernance des ressources naturelles et des matières premières. Le nouveau plan stratégique de PCQVP GB sera mis à profit en ce sens.
20	IBAP	L'Institut de la Biodiversité et des Aires Protégées (IBAP) est un acteur clé de la conservation de la nature en Guinée-Bissau. Cet institut scientifique joue un rôle crucial dans la protection de la riche biodiversité du pays, notamment de ses nombreux parcs nationaux et réserves naturelles. L'IBAP mène des recherches approfondies sur la faune et la flore locales, sensibilise les populations à l'importance de préserver leur environnement et soutient la mise en place de pratiques de gestion durable des ressources naturelles. En étroite collaboration avec des organisations internationales comme l'UICN, l'IBAP contribue à la création et à la gestion d'aires protégées, à la promotion de l'écotourisme et au développement de projets de conservation.	SWISSAID et l'IBAP échangent depuis de nombreuses années, mais les échanges se sont intensifiés ces dernières années avec l'accent croissant des programmes de SWISSAID sur la bonne gouvernance des ressources naturelles et des forêts. Ce programme valorisera et renforcera ces échanges et synergies avec l'IBAP.

3. Gestion des connaissances

3.1. Thèmes transversaux

- **Intégration de la dimension de genre**

L'approche genre et autonomisation des femmes seront garanties et sauvegardées dans ce programme par le soutien des initiatives visant à renforcer les possibilités et les moyens qu'ont les femmes et les jeunes de s'organiser, de faire de la production agricole et d'agir collectivement pour défendre leurs intérêts communs. Le statut social et économique de la femme a connu des évolutions importantes dans les communautés bénéficiaires grâce aux différents projets précédents de SWISSAID avec ses partenaires, mais nécessite encore d'être renforcé. Une étude interne récente réalisée en 2023 a montré que les hommes doivent aussi être impliqués si l'on souhaite un changement durable. En effet, les besoins des hommes, des femmes et des jeunes seront pris en compte dans ce programme pays afin qu'elles puissent avoir les mêmes droits et bénéficier des mêmes avantages dans leurs communautés.

Apporter des changements dans les inégalités de genre est un processus et souvent, les inégalités sont ancrées dans les facteurs culturels ou sociaux. Cependant, les actions qui seront entreprises dans ce programme pays permettront aux communautés de comprendre et prendre conscience qu'elles peuvent contribuer à la non-discrimination, à la justice sociale et à une co-responsabilité des tâches lourdes habituellement attribuées aux femmes. En effet, elles passent davantage de temps à effectuer des travaux agricoles, domestiques et à s'occuper de la famille. L'étude réalisée en 2023 montre que les hommes consacrent en moyenne 5 heures de travail par jour, tandis que les femmes travaillent 12 heures par jour. Le programme pays mettra en œuvre des actions pour promouvoir un équilibre dans le partage des tâches. À cette fin, des groupes d'hommes seront créés dans chaque village, sous la supervision des chefs de village, pour sensibiliser les hommes à l'importance de soutenir leurs épouses dans les travaux agricoles et domestiques. La participation des chefs traditionnels dans ces groupes favorisera le dialogue et les échanges avec les autres hommes, en raison de leur statut d'autorités respectées au sein des communautés.

Par ailleurs, les femmes sont majoritairement exclues du système de contrôle et de ressources productives des villages alors qu'une bonne partie de leurs revenus provient de l'exploitation des ressources naturelles. Elles sont donc des bénéficiaires directes d'une préservation des ressources naturelles. Le programme pays va promouvoir des actions qui aideront les femmes à acquérir les compétences, les ressources et la confiance en soi dont elles ont besoin pour le développement de leur leadership au sein de ces groupes et de façon générale pour assurer une cohésion sociale dans les communautés.

Le programme participera aux communautés de pratiques en Afrique de l'Ouest pour échanger sur la lutte contre les mutilations génitales féminines. L'objectif est de favoriser les échanges entre pays, de partager les expériences et bonnes pratiques, et de promouvoir des stratégies innovantes adaptées aux contextes socioculturels, afin d'accélérer l'éradication de cette pratique néfaste.

Finalement, la reconnaissance du rôle des femmes et le renforcement de leurs autonomies est essentiel pour atteindre l'objectif de positionner l'agroécologie et la gestion des ressources naturelles comme des initiatives phares pour assurer la souveraineté et la sécurité alimentaire et renforcer la résilience au changement climatique.

- **Adaptation au changement climatique**

Le changement climatique constitue l'un des défis les plus pressants de notre époque, impactant de manière disproportionnée les populations les plus vulnérables, notamment les petits producteurs agricoles des pays en développement. Les conséquences sont multiples et variées : événements météorologiques extrêmes plus fréquents et intenses, modifications des cycles de pluies, dégradation des sols et des ressources en eau, perte de biodiversité, etc. Ces phénomènes fragilisent les écosystèmes et les moyens de subsistance des populations rurales, accentuant les inégalités et les conflits pour l'accès aux ressources.

Les femmes, en particulier les femmes rurales, sont particulièrement vulnérables aux effets du changement climatique. Leurs rôles traditionnels dans l'agriculture, la gestion de l'eau et la production alimentaire les exposent davantage aux risques. Il est donc crucial de renforcer leur résilience en leur donnant les moyens de s'adapter, notamment en favorisant leur participation à la prise de décision et en leur offrant un accès équitable aux ressources et aux services.

Pour faire face à ces défis, il est nécessaire de mettre en œuvre des stratégies d'adaptation fondées sur des approches écosystémiques. En favorisant des pratiques agricoles durables, telles que l'agroécologie, la gestion intégrée des paysages et la conservation des sols, il est possible de renforcer la résilience des systèmes agricoles et de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ces approches permettent également de préserver la biodiversité, de maintenir la fertilité des sols et d'améliorer la sécurité alimentaire.

La préservation des forêts et la gestion durable des ressources forestières constituent également des éléments clés de l'adaptation au changement climatique. Les forêts jouent un rôle essentiel dans la régulation du climat, la protection des sols et la conservation de la biodiversité. En soutenant les communautés locales dans la gestion de leurs forêts, il est possible de réduire la déforestation, de lutter contre la dégradation des sols et de favoriser le développement de filières économiques durables.

Le développement de filières agricoles durables est également essentiel pour renforcer la résilience des petits producteurs. En favorisant la commercialisation des produits locaux, en soutenant les initiatives de transformation et en développant des partenariats entre les acteurs de la chaîne de valeur, il est possible d'améliorer les revenus des agriculteurs et de renforcer la sécurité alimentaire.

Enfin, il est indispensable de renforcer les capacités des acteurs locaux à s'adapter au changement climatique. Cela implique de développer des systèmes d'alerte précoce, de mettre en place des programmes de formation et de sensibilisation, et de favoriser le partage des connaissances et des bonnes pratiques.

- **Sensibilité aux conflits**

La sensibilité aux conflits est essentielle pour garantir que les interventions ne viennent pas exacerber les tensions, mais au contraire favorisent la paix et l'inclusion. Cette approche exige une analyse approfondie et une réflexion collective avec toutes les parties prenantes.

La Guinée-Bissau, marquée par une histoire récente tumultueuse, porte les séquelles de multiples épisodes de violence. Ces événements ont laissé des traces profondes sur les plans politique, social et économique, engendrant un retard de développement et une pauvreté endémique.

Les causes des conflits en Guinée-Bissau sont multiples et interconnectées. Au niveau national, on observe un affaiblissement de l'État, une mauvaise gouvernance, une pauvreté généralisée, des dysfonctionnements judiciaires, une instabilité politique et institutionnelle, ainsi que des tensions liées à l'exploitation des ressources naturelles et aux activités agro-sylvo-pastorales. Au niveau régional, l'insécurité, les conflits fonciers, les pratiques socioculturelles néfastes et la mauvaise

gestion des ressources aggravent la situation. De manière transversale, la corruption, le manque de culture du dialogue, la perte de valeurs et l'exclusion sociale minent la cohésion sociale. Les conséquences de ces conflits sont nombreuses : intolérance religieuse, désertification humaine, tribalisme, trafic de drogue et destruction du tissu social.

Face à cette situation, la Guinée-Bissau a besoin d'un processus continu et structuré pour ancrer dans la société une culture de la paix et du dialogue. Il est urgent de définir une nouvelle approche pour consolider la paix et la stabilité, en s'attaquant aux causes profondes des conflits qui ont été négligées jusqu'à présent.

SWISSAID propose une approche holistique qui combine des perspectives à court, moyen et long terme. En impliquant activement tous les acteurs concernés, notamment les populations locales, cette approche vise à créer un dialogue constructif autour des questions essentielles à une paix durable. La méthode de recherche-action participative permettra d'identifier les problèmes spécifiques à chaque région et de co-construire des solutions adaptées.

Quatre principes fondamentaux guident cette approche : l'inclusivité, l'appropriation nationale, l'impartialité politique et le respect de la diversité. En favorisant la participation de tous les acteurs, en promouvant une appropriation nationale des solutions, en garantissant une impartialité politique et en respectant les différences, SWISSAID vise à instaurer un climat de confiance et à favoriser une paix durable en Guinée-Bissau.

La sensibilité aux conflits est une approche qui permet de s'assurer que les interventions ne contribuent pas involontairement aux conflits, mais permettent plutôt de renforcer les possibilités de paix et d'inclusion. Elle demande une analyse et une réflexion participative avec des parties prenantes du programme.

3.2 Principaux produits de la gestion de connaissance

Le programme pays 2025-2028 met en place une stratégie de gestion des connaissances robuste. L'objectif est de favoriser le partage d'expériences, de promouvoir les bonnes pratiques et d'influencer les politiques en matière d'agroécologie, d'égalité des genres, de bonne gouvernance des ressources naturelles et de développement rural de manière plus générale.

Les actions clés de cette stratégie sont les suivantes :

- **Capitalisation des connaissances :** Identifier et documenter les réussites et les leçons apprises pour créer des ressources pédagogiques (publications, brochures, etc.) accessibles à tous les publics.
- **Partage des connaissances :** Organiser des ateliers et des événements pour permettre aux acteurs de partager leurs expériences et leurs meilleures pratiques.
- **Diffusion des connaissances :** Utiliser différents canaux de communication (radio, publications, media sociaux, etc.) pour diffuser largement les connaissances acquises.

Ce programme vise ainsi à transformer les connaissances acquises en un véritable levier pour améliorer les pratiques et renforcer l'impact des projets sur le terrain.

Tableau 6 : Événements / produits clés pour la gestion de la connaissance institutionnelle

N°	Objectifs de la gestion des connaissances	Événements/produits liés à la connaissance	Risques et/ou hypothèses
A	Répertorier, documenter et diffuser les pratiques agroécologiques les plus porteuses dans le contexte bissau guinéen. Disposer d'un outil pédagogique facilement déployable.	Fiches techniques en agroécologie (outil pédagogique généré par le Pôle de compétence en agroécologie)	Avec le soutien du programme, le Pôle de compétence se donne les moyens de produire un outil de qualité qui puisse être diffusé largement en Guinée-Bissau (et ailleurs). Au minimum 20 fiches devraient être élaborées et diffusées au cours du programme.
B	Améliorer l'accessibilité et l'efficacité du matériel de formation pour les paysans des communautés cibles. Utiliser le digital pour amplifier la diffusion des connaissances.	100 vidéos de formation en agroécologie de la plateforme Access Agriculture traduite en kriol (principale langue de la Guinée-Bissau) et accessible sur la plateforme en ligne et sur 12 smart projectors installés auprès de partenaires en Guinée-Bissau. https://www.accessagriculture.org/	Les 12 groupes d'Entrepreneurs for Rural Access (ERA) formés et soutenus durant le projet FRSD/BPOE continuent à diffuser ces vidéos après le projet. D'autres partenaires reprennent ces vidéos dans leur programme. SWISSAID les intègre dans d'autres projets.
C	Renforcer le partage des connaissances et le réseautage entre les entrepreneurs ruraux dans le domaine de l'agro-alimentaire et les acteurs y relatifs. Capitalisation des expériences et large diffusion à travers les media.	« Journée de l'entrepreneuriat agro-alimentaire en milieu rural » potentiellement combiné avec des événements tels que les Journées de l'agroécologie.	Une Journée annuelle portant sur l'entrepreneuriat agro-alimentaire en milieu rural est organisée chaque année en collaboration avec d'autres ONG, PTF et services gouvernementaux à laquelle participent des entrepreneurs ruraux ainsi que les prestataires de services (formation, banque, équipement, etc) et toute personnes / acteurs concernés.
D	Développer une méthodologie interne sur l'entrepreneuriat rural qui puisse être mise à profit par les partenaires stratégiques et éventuellement les autres BuCo de SWISSAID et partenaires SUFOSEC	Méthodologie de soutien à l'entrepreneuriat rural dans les systèmes agro-alimentaires durables	Une capitalisation de la méthode GERME dans le contexte de l'agroécologie et autonomisation des femmes peut être mise à profit et combinée avec d'autres méthodes de soutien à l'entrepreneuriat telles que le microcrédit.
E	Répertorier, documenter et diffuser des bonnes pratiques et des exemples réussis en matière de transformation du genre.	Documentation des bonnes pratiques et des exemples réussis en matière de transformation du genre, et dissémination en interne et auprès des partenaires stratégiques.	Des bonnes pratiques et des exemples réussis sont identifiés
F	Générer une compréhension holistique de l'état de l'agroécologie au niveau territorial en Guinée-Bissau, et développer les compétences des partenaires stratégiques de s'approprier et d'utiliser des outils tels que TAPE	Une évaluation TAPE dans le cadre du nouveau projet agroécologie est effectuée en 2025, puis à la fin du programme en 2028.	Cette évaluation TAPE en Guinée-Bissau n'est pas encore confirmée. Elle dépendra de la disponibilité de différents experts d'y participer et de la volonté de partenaires stratégiques de la mener, notamment le Pôle de compétence
G	Fournir une base analytique pour réfléchir sur le programme passé et développer le programme futur	Evaluation du programme en fin de terme (2027-28)	Des évaluateurs indépendants ont pu être recrutés et peuvent effectuer cette évaluation.

4 Gestion et qualité des programmes

4.1 Objectifs de gestion

Les objectifs de gestion du bureau de coordination de SWISSAID en Guinée-Bissau pour cette période programmatique 2025-28 consistent d'une part à stabiliser une équipe compétente, innovante et motivée, capable de prendre les initiatives nécessaires pour faire de ce programme un succès, tout en observant de manière rigoureuses les politiques, standards et processus internes. D'autre part, il s'agit de développer et renforcer des partenariats stratégiques dans une logique de localisation, en permettant ainsi une plus forte appropriation du programme au niveau des acteurs locaux, en ancrage fort dans le contexte national et une délégation des responsabilités et des ressources tout en assurant un encadrement rigoureux. Par ailleurs, un objectif également important est de renforcer la capacité du programme à mobiliser des ressources financières auprès de bailleurs diversifiés pour assurer la continuité des projets et la pérennité du programme.

Tableau 7: Objectifs de gestion

N°	Objectifs de gestion	Résultats de la gestion	Risques et/ou hypothèses
GB A	Renforcer de façon continue les compétences de l'équipe du programme à travers des formations sur la gestion de projet, l'agroécologie, la bonne gestion des ressources naturelles, l'égalité genre et la localisation.	Les ressources humaines ont les compétences professionnelles requises et sont motivées à relever les défis de gestion des projets et des domaines d'intervention prioritaires du programme. Les ressources humaines feront un meilleur suivi des projets et assureront la professionnalisation des partenaires.	L'existence d'opportunité de formation du personnel et le maintien/renforcement de bonnes conditions de travail en guise de motivation permettront au programme d'atteindre des résultats de qualité.
GB B	Créer un environnement de travail ouvert et motivant qui favorise l'engagement du staff envers les objectifs du programme.		
GB C	Veiller à ce que les équipements informatiques et de travail soient adaptés aux besoins du programme	Les conditions logistiques sont adaptées aux besoins administratif et opérationnel du programme.	Le programme met à disposition de l'équipe des équipements informatiques et de travail de bonne qualité, et suffisamment de véhicules pour assurer le bon déroulement du programme.
GB D	Adapter adéquatement les conditions de transport et logistique aux effectifs et au volume du travail de terrain.		
GB E	Promouvoir SWISSAID à travers les actions du programme au niveau national.	SWISSAID est davantage attractive pour les bailleurs et les populations lui font confiance grâce au renforcement de son leadership dans les thèmes clés du programme, et une gestion professionnelle, probe et transparente.	Le leadership de SWISSAID dans les thèmes clés du programme, et une gestion professionnelle, probe et transparente contribuent au renforcement de sa réputation et à l'extension de ses interventions sur une grande partie du territoire national.
GB F	Construire la confiance en renforçant la légitimité du programme à travers une gestion transparente et responsable des ressources mises à sa disposition.		
GB G	Établir et renforcer des alliances avec des instituts de recherche, des ONGs, des universités, PTF, autorités nationales et d'autres pays où SWISSAID intervient afin de partager, de générer et d'appliquer les	Les partenariats stratégiques que ce soit au niveau de la Guinée Bissau mais aussi à l'extérieur du pays sont renforcés.	Si des alliances stratégiques sont établies avec des organisations clés et que la collaboration est encouragée, les connaissances nécessaires seront

	connaissances pertinentes issues des projets et du programme de pays		généérées et appliquées pour relever les défis du programme
GB H	Renforcer les capacités de mobilisation de ressources financières du programme et des partenaires stratégiques en vue d'assurer le passage à l'échelle de certaines actions et la pérennité du programme.	Le programme arrive à mobiliser les ressources financières selon les lignes directrices établies par le siège.	Suffisamment d'opportunités de financement se présentes pour le programme et celui-ci est capable d'y répondre de manière gagnante.
GB I	Renforcer la promotion de la connaissance du PSEAH auprès du personnel et des partenaires de collaboration du BuCo	Le personnel, les partenaires stratégiques, les consultants et les prestataires du BuCo adhèrent et appliquent les politiques de Swissaid	Le programme a mis à la disposition la politique du PSEAH

4.2 Gestion de la qualité - Évaluations programmatiques

Voici une liste non-exhaustive des principales évaluations prévues durant ce programme 2025-28. Il est probable que d'autres évaluations soient ajoutées durant l'implantation du programme, selon les nécessités. Inversement, la pertinence de certaines évaluations listées ci-dessous est encore sujette à des revues internes et certaines de ces évaluations pourraient ne pas avoir lieu ou être ajustées.

Tableau 8: Évaluations prévues

N°	Évaluations externes, par les pairs ou internes	Noms des projets	Risques et/ou hypothèses
A	Evaluation finale externe du projet BPOE/FRSD (2025)	Projet BPOE/FRSD	Les activités du projet sont terminées dans les temps
B	Evaluation TAPE au niveau territorial dans le cadre du nouveau projet agroécologie (2025 et 2028)	Nouveau projet agroécologie	Les capacités techniques et financières sont mobilisées pour effectuer une évaluation TAPE
C	Evaluation finale du projet « FORET » (2026)	Projet « FORET »	Les activités du projet sont terminées dans les temps
D	Evaluation ACT (2027) pour préparer le prochain programme pays	Programme	La pertinence d'une évaluation ACT est confirmée à la suite d'une revue en interne
E	Evaluation CEDRIG (à confirmer)	Projet Agroécologie	La pertinence d'une évaluation CEDRIG est confirmée à la suite d'une revue en interne
F	Evaluation des initiatives d'agroécologie pour le changement de comportement et l'adoption de pratiques culturelles et commerciales favorables par les communautés	Projet Agroécologie, Projet « FORET »	La pertinence d'une telle évaluation est confirmée à la suite d'une revue en interne et avec la CoP AE
G	Evaluation des initiatives de SWISSAID GB en matière d'autonomisation économique des femmes	Projet Agroécologie, Projet « FORET », Projet BPOE/FRSD	La pertinence d'une telle évaluation est confirmée à la suite d'une revue en interne et avec la CoP Genre
H	Evaluation finale du Programme Pays 2025-2028	Programme pays 2025-2028, tous les projets du cycle de programmation	Un cabinet indépendant est recruté pour effectuer cette évaluation. Cette évaluation est prévue durant le deuxième semestre 2027 afin de pouvoir être utilisée pour l'élaboration du prochain programme pays.

5 Géographie du programme

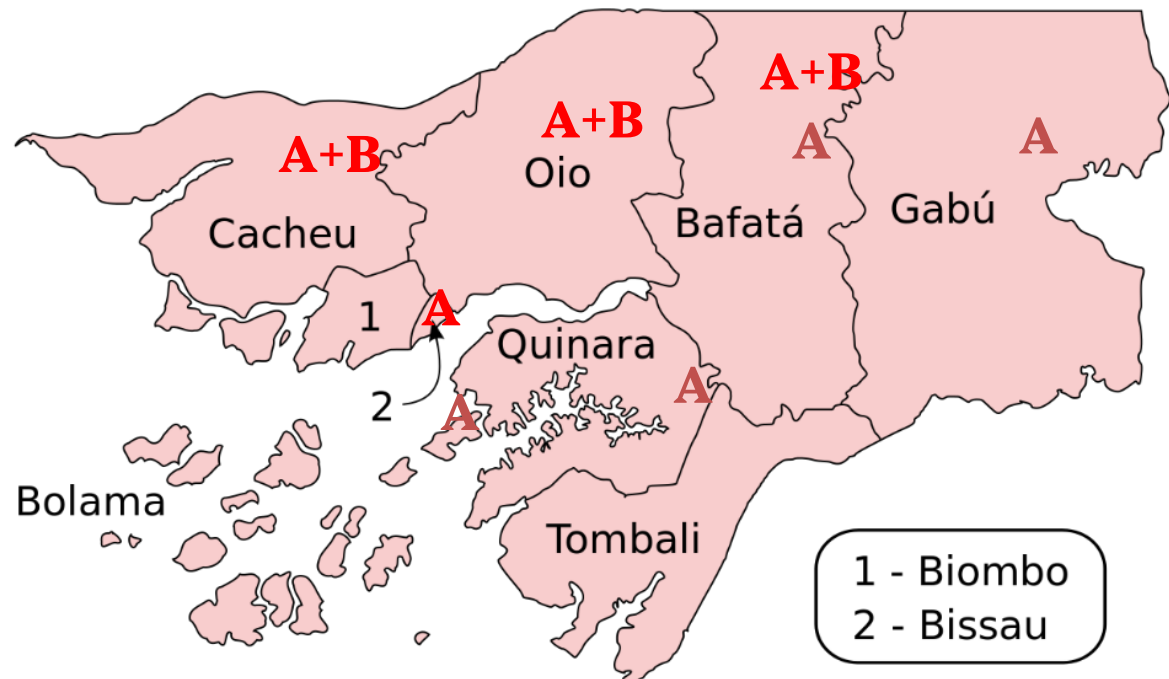
Les projets liés à la thématique A (agroécologie et autonomisation des femmes) auront lieu essentiellement dans les régions de Cacheu, Oio, Bafata et Bissau, mais également dans les régions de Gabu, Quinara et Bolama. Les projets liés à la thématique B (bonne gestion des ressources naturelles, particulièrement des forêts) auront lieu dans les régions de Cacheu, Oio et Bafata. De manière générale, bien qu'il puisse y avoir des modifications durant l'implantation du programme, le programme Core se déroulera dans les mêmes régions que le programme 2019-24 (Cacheu, Oio, Bafata, Biombo et Bissau) afin d'assurer une certaine continuité, alors que le programme build-up se tiendra dans les régions où le principal projet build-up (FRSD BPOE) a eu lieu en 2023-25 (Bafata, Gabu, Quinara et Bolama), ceci afin de bâtir sur les acquis de ce projet pour développer de nouvelles initiatives.

Figure 1: Carte des zones d'interventions du programme

A: zones Core de la thématique A (agroécologie et autonomisation des femmes).

B: zones Core de la thématique B (bonne gestion des ressources naturelles).

A: zones Build-up de la thématique A (agroécologie et autonomisation des femmes).



6 Le programme et ses projets (financement des projets et durée des projets)

6.1 Stratégie de collecte de fonds pour le Sud et le Nord

L'ambition de SWISSAID est d'établir des relations diversifiées, durables et à long terme avec les bailleurs de fonds pour mettre en œuvre le programme pays 2025-2028. L'évolution rapide de l'environnement politique, social et économique mondial a eu un impact significatif sur le financement des donateurs. L'accent de la mobilisation des fonds sera mis sur le renforcement et le développement des relations avec les donateurs nouveaux et existants situés dans le pays et dans la sous-région ouest africain afin de les impliquer dans des opportunités de financement à plus long terme et d'identifier davantage de nouvelles opportunités d'engagement, obtenir de nouvelles sources de financement pour mettre en œuvre des programmes innovants qui ont un impact à grande échelle aux niveaux national.

Dans le programme actuel du pays, SWISSAID a mis l'accent sur la mise en œuvre par l'intermédiaire de partenaires locaux pour renforcer les capacités nationales, accroître la durabilité de ses programmes, capitaliser sur les connaissances locales et proposer des programmes rentables. Partant, la stratégie de collecte de fonds encouragera la levée de fonds conjointe avec les partenaires stratégique et de synergies. Ceci sera effectué dans une optique de tirer profit des réseaux de donateurs potentiels de chacun des partenaires et de collaborer non seulement pour l'implantation des projets mais aussi pour leur montage et leur financement.

Tablant sur la très bonne collaboration avec la GIZ (BMZ) et la CEDEAO dans le cadre du projet FRSD/BPOE, le programme valorisera ces relations pour continuer à développer le potentiel de financement auprès de ces bailleurs et PTF importants. Le programme cherchera aussi à bâtir sur les relations établies avec la FAO et le SIDA dans le cadre du projet FORET pour explorer le potentiel de continuité de financement auprès de ces bailleurs et PTF. En parallèle, le programme cherchera à renforcer les relations et le potentiel de financement auprès d'autres bailleurs et PTF avec lesquels de bons contacts sont déjà établis, notamment la délégation de l'Union Européenne en Guinée-Bissau, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et l'Agence Française de Développement (AFD). Le programme cherchera aussi à valoriser ses actions liées au climat, à la préservation de l'environnement (des écosystèmes forestiers notamment) et de la biodiversité pour explorer le potentiel de financement dans ce secteur (Fonds Vert Climat, Fond Mondial pour l'Environnement, Guichet Action Climatique de la Banque Africaine de Développement, le Darwin Fund de UK Aid, etc).

6.2 Liste des projets et volume financier

Voici la présentation du financement nécessaire à la mise en œuvre du programme dans le cadre du programme de base (Core) et du programme de renforcement (Build-up). Le budget du Core sera d'environ 3 500 000 CHF (y inclus le budget du BuCo) et celui du Build-up de 2 500 000 CHF, toutefois comme une partie du budget du BuCo sera couvert par le build-up, le budget du Core et du Build-up devraient chacun être autour de 3 000 000 CHF. Ceci porte le budget total du programme 2025-28 à 6 000 000 CHF, soit environ 1 500 000 CHF par an.

Pour les projets Core nous compterons essentiellement sur la contribution au programme de la DDC de 300 000 CHF annuel, soit 1 200 000 sur la durée du programme, ainsi que sur les financements générés par l'équipe Individual Fundraising (IFR) au siège à hauteur environ 1 380 000 CHF. Il y a un déficit de financement d'environ 920 000 CHF que nous espérons combler avec des contributions de bailleurs sud.

En ce qui concerne les projet Build-up, nous compterons sur la continuation de la collaboration avec la GiZ, BMZ et CEDEAO dans le cadre du projet FRSD, mais nous chercherons également à renforcer ou développer des relations avec d'autres bailleurs, notamment l'Union Européenne, l'Agence Française de Développement et les acteurs de la finance climat.

Tableau II : Liste de financement des projets

	Guinea Bissau	SWISSAID	Sufosec	Budget		Bailleur Sud	DDC/Sufosec		DDC TC+M	Bailleur Nord	Total	
51322501 Guinea-Bissau Coof		support	Support (for Coof only)	1 944 000			1 200 000	DDC CC			744 000	
51322303 FORET		Outcome 2	Climate-resilient Ecosystems	460 000					460 000	IFR	-	
51327NN FORET		Outcome 2	Climate-resilient Ecosystems	460 000					460 000	IFR	-	
51322402 nouveau projet Agroécologie		Outcome 1	Zero Hunger	425 000					350 000	IFR	75 000	
51328NN nouveau projet Agroécologie		Outcome 1	Zero Hunger	211 000					110 000	IFR	101 000	
				3 500 000	-	-	1 200 000	-	-	-	1 380 000	-
51322302 FRSD BPOE		Outcome 1	Zero Hunger	1 000 000	1 000 000	GIZ BMZ CEDEAO					-	
513226NN Suite FRSD BPOE		Outcome 1	Zero Hunger	1 500 000	1 500 000	GIZ BMZ CEDEAO					-	
Total build up				2 500 000	2 500 000	-	-	-	-	-	-	
Grand Total											920 000	

6.3 Calendrier du projet

Dans le cadre de ce programme, nous cherchons à réduire le nombre de projets tout en augmentant leur taille. Pour la partie Core, nous comptons gérer un projet pour l'Outcome 1 et 3 (projet Agroécologie) et un projet pour l'Outcome 2 (projet Forêt), chacun se déroulant sur deux phases couvrantes ainsi toute la durée du programme. Pour la partie Build-up, nous comptons mener un grand projet. Le projet FRSD BPOE se termine en 2025, puis une suite de ce projet couvrira la période 2026-28. Ceci est toutefois sujet à changements en fonctions des besoins des bailleurs.

Tableau 9: Calendrier des projets

	début	fin	2025				2026				2027				2028				Budgets	moyenne annuelle
			1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4		
51322501 Guinea-Bissau Coof																			1 944 000	486 000
51322303 FORET	01/01/2025	31/12/2026																	460 000	230 000
51327NN FORET	01/01/2027	31/12/2028																	460 000	230 000
51322402 nouveau projet Agroécologie	01/01/2025	31/12/2027																	425 000	141 667
51328NN nouveau projet Agroécologie	01/01/2028	31/12/2029																	211 000	211 000
																			3 500 000	875 000
51322302 FRSD BPOE	15/06/2023	31/10/2025																	1 000 000	1 000 000
513226NN Suite FRSD BPOE	à définir																		1 500 000	500 000
																			2 500 000	625 000

7 Structure organisationnelle

7.1 Liste du personnel

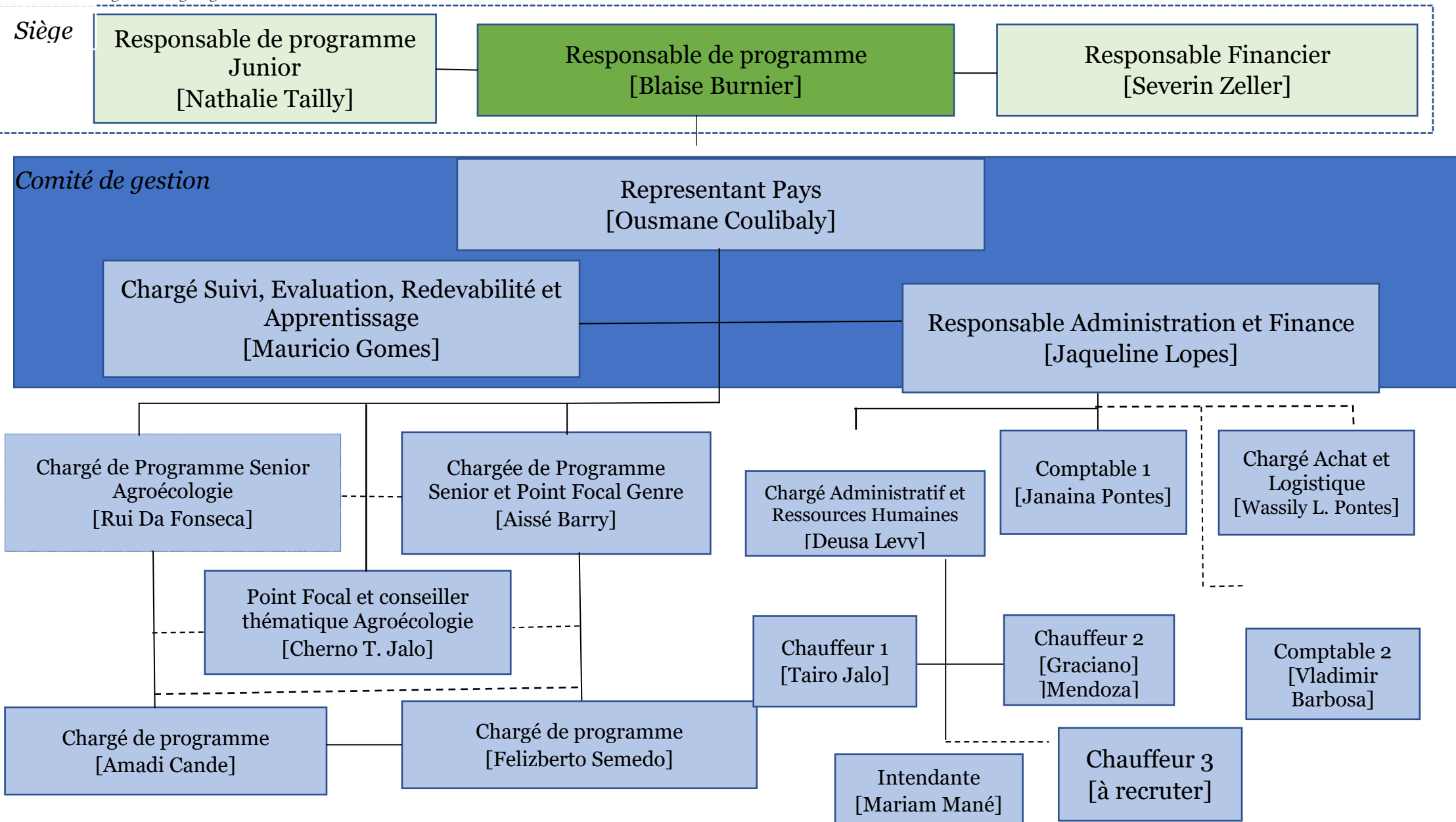
Tableau 10 : Liste du personnel occupant des postes de base et des postes liés à des projets.

	Positions Standard de SWISSAID	Personnel structurel	% refinancé	Personnel affecté à des projets
1	Représentant pays (membre du comité de gestion)	Ousmane Coulibaly	20%	
Unité Programme				
2	Chargé Suivi, Evaluation, Redevabilité et Apprentissage (membre du comité de gestion)	Mauricio Gomes	50%	
3	Point Focal et conseiller thématique Agroécologie	Cherno Jalo	60%	
4	Chargé de programme Senior	Rui Jorge Alves da Fonseca	100%	
5	Chargée de programme Senior et point focale genre	Aïssé Barry	60%	
6	Chargé de Programme		60%	Felizberto Semedo
7	Chargé de Programme		100%	Amadi Candé
Unité Administrative				
8	Responsable Finance, RH, Admin (membre du comité de gestion)	Jaqueline Vieira Lopes	30%	
9	Chargé Administratif, et RH	Deusa Levy	50%	
10	Chargé des achats et logistique		100%	Wassily Diwaldo Da Moura Ledo Pontes
11	Comptable BuCo + Core	Janaina Pontes	50%	
12	Comptable Build up		100%	Vladimir Barbosa
Unité de Soutien				

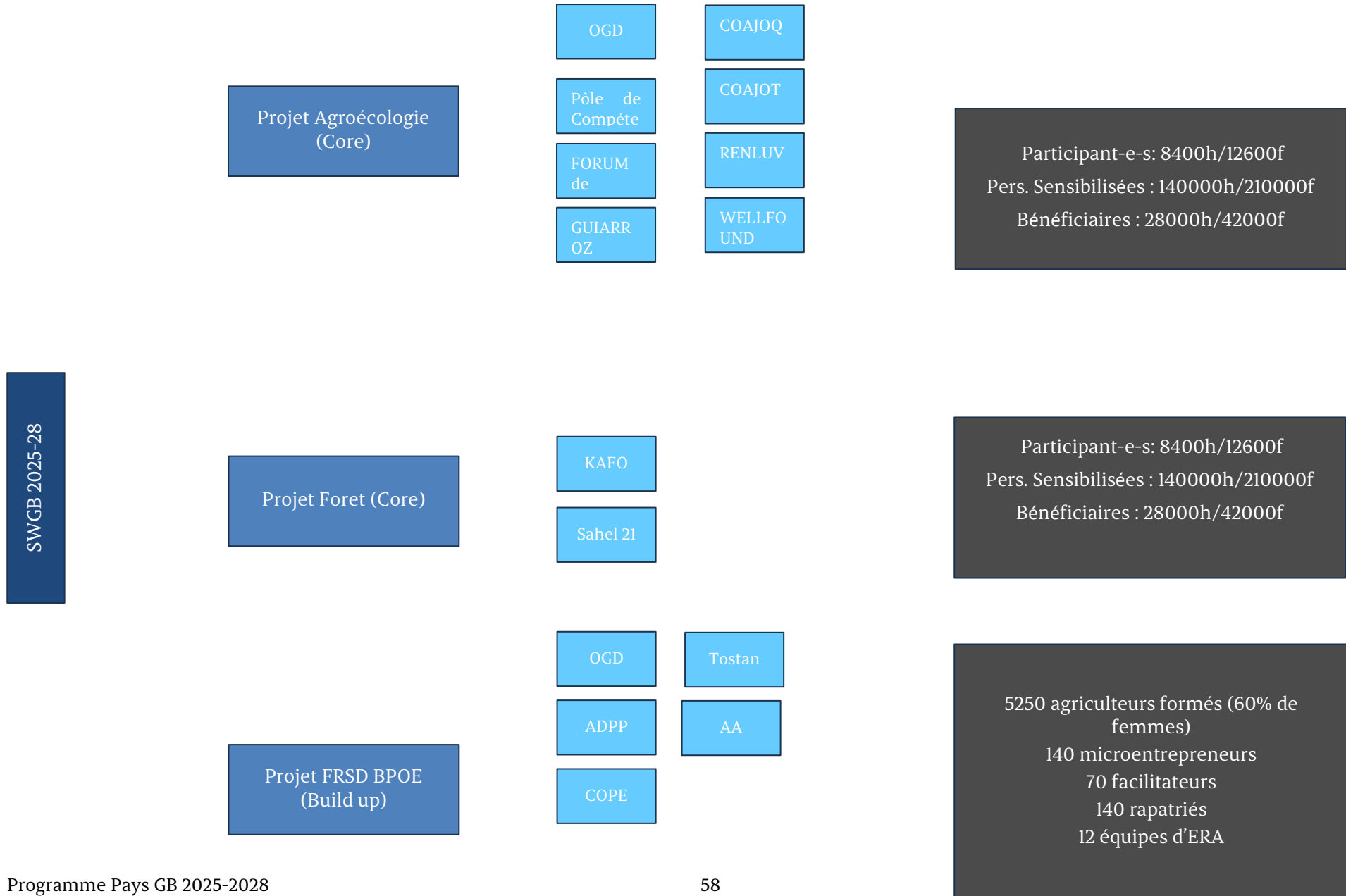
13	Intendante	Mariama Mané		
14	Chauffeur BuCo + Core	Graciano Mendonça	50%	
15	Chauffeur BuCo + Core	Tairo Jalo	50%	
16	Chauffeur Build up		100%	A recruter

7.2 Organigramme

Figure 2: Organigramme



7.3 Tableau des unités et des projets



Annexes

A. Abréviations

AA	Access Agriculture
ACT	Agroecology Criteria Tool
ADPP	Associação de Desenvolvimento de Povo para Povo
AFD	Agence Française de Développement
BASE	Basel agency for sustainable energy
BMZ	Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung.
CEDEAO	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEDRIG	Climate, Environment and Disaster Risk Reduction Integration Guidance
COAJQ	Cooperativa Agro-Pecuária dos Jovens Quadros
COAJOT	Cooperativa Agro-Pecuária dos Jovens Técnicos
COPE	Cooperazione Paesi Emergenti
DDR:	Disaster Risk Reduction
EMPA	Swiss Federal Laboratories for Materials Science and Technology
ERA	Entrepreneurs for Rural Access
FC	Forêt Communautaire
FIES	Food Insecurity Experience Scale
FÓRUM	Fórum das Organizações para o Desenvolvimento da Região de CACHEU
GERME	Gérer Mieux votre Entreprise
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
IBAP	Institut de la Biodiversité et des Aires Protégées
IFR	Individual Fundraising
IUCN	International Union for Conservation of Nature
OCB	Organisation Communautaire de Base
OCO	Outil d'évaluation des Capacités des Organisations partenaires
OIT	Organisation Internationale du Travail
OSC	Organisations de la société civile
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PAT	Power Assessment Tool
PCQV	Publier ce que vous payez
PMCA	Participatory market chain approach
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
RENLUV	Rede De Combate À Violência Baseada No Género E Crianca
RNA	Régénération Naturelle Assistée
RNGA	Régénération Naturelle Gérée par les Agriculteurs
SAB	Secteur Autonome de Bissau
SIG	Système d'information géographique

SPG	Systèmes Participatifs de Garantie
SAB	Secteur Autonome de Bissau

B. Liste d'indicateurs de résultats et de produits (du guide de suivi de Sufosec, plus des indicateurs propres)

N°	Nom de l'indicateur	Unité	Situation de référence (2025, le cas échéant)	Objectif (2028)	Dernière valeur mesurée	Date
Focus thématique A : Systèmes alimentaires durables basé sur l'agroécologie et l'action transformatrice en matière de genre						
GB 01 - D'ici 2028, le programme offre la possibilité à au moins 42 000 femmes et 28 000 hommes, soit un total de 70 000 personnes, d'améliorer leur sécurité alimentaire et résilience face au changement climatique.						
1.A	Proportion de ménages en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave	Ménage	84%	80%	2023 (évaluation finale 2024)	2023
1.B	Proportion de femmes ayant un régime alimentaire diversifié	Femme adulte	0%	80%	Pas de référence datée pour la dernière mesure relative à cet indicateur	2023
1.C	Proportion de ménages appliquant un ensemble diversifié de pratiques agroécologiques	Ménage	0%	8%	Pas de référence datée pour la dernière mesure relative à cet indicateur	2023
1.D	Exemples documentés démontrant les résultats d'une transition agroécologique des systèmes alimentaires	Documents (nbre)	0	5	Pas de référence datée pour la dernière mesure relative à cet indicateur	
GB 02 - D'ici 2028, au moins 80% des personnes formées et au moins 20% des personnes sensibilisées appliquent au moins trois méthodes de production agroécologique promues par le programme et/ou ont amélioré leur accès à des marchés profitables.						

2.A	Pourcentage de personnes formées qui appliquent au moins trois méthodes de production agroécologique promues par le programme					
2.B	Pourcentage de personnes formées sur les méthodes de production agroécologique qui ont amélioré leur accès à des marchés profitables					
2.C	Pourcentage de personnes sensibilisées qui appliquent au moins trois méthodes de production agroécologique promues par le programme					
<i>GB 03 - D'ici 2028, 6000 femmes et 4000 hommes (total de 10 000 personnes) ont un nouvel accès à l'eau grâce au programme et au moins 90% de ces accès sont durables (i.e les nouveaux accès continuent de bien fonctionner dans le long terme grâce à une bonne gestion et maintenance efficace).</i>						
3.A	Nombre de ménages (désagrégés par sexe) ayant un accès durable à l'eau.					
3.B	Nombre de ménages (désagrégés par sexe) ayant un accès durable à l'eau appropriée à l'irrigation en vue de la production agroécologique et agroforestière					
3.C	Nombre d'infrastructures hydrauliques construites et/ou réhabilitées sur la base d'une étude de faisabilité technique					

GB 04 - D'ici 2028, 3000 femmes avec la coresponsabilité de 2000 hommes participent à la vie sociopolitique et économique dans une société plus inclusive.						
4.A	Nombre d'OCB avec 30% de femmes occupant des postes de direction	Organisations partenaires	0%	30%	Pas de référence datée pour la dernière mesure relative à cet indicateur	
4.B	Femmes indiquant une amélioration substantielle de leurs conditions de vie	Personnes(%femme)	0%	5%	Pas de référence datée pour la dernière mesure relative à cet indicateur	
4.C	Nombre de jeunes filles et garçons ayant améliorés leur revenu à travers leur production agroécologique	Personnes (nbr/fille, nbr/garçon)	Fille : 0 Garçon : 0 Total : 0	Filles : 1800 Garçon : 1200 Total : 3000	Pas de référence datée pour la dernière mesure relative à cet indicateur	
Focus thématique B : Gouvernance des ressources naturelles, en particulier des forêts						
GB 05 - D'ici 2028, le programme offre la possibilité à au moins 42 000 femmes et 28 000 hommes, soit un total de 70 000 personnes, de contribuer à et de bénéficier d'une meilleure gouvernance des ressources naturelles, en particulier des ressources forestières.						
5.A	Nombre d'hectares de terre mis en valeur sans compromettre la durabilité des écosystèmes	Matériel (nbr ha)	0	80	Pas de référence datée pour la dernière mesure relative à cet indicateur	
5.B	Nombre de personnes membres des organisations	Personnes(nbr/femme/homme)	0	Total : 250	Pas de référence datée pour la	

	communautaires de base (OCB) influençant la transparence et l'utilisation des ressources naturelles			Femmes : 150 Hommes : 100	dernière mesure relative à cet indicateur	
5.C	Nombre de documents démontrant l'amélioration de la gouvernance des ressources naturelles et de la gestion de l'adaptation au changement climatique	Matériel(nbr/doc)	0	5	Pas de référence datée pour la dernière mesure relative à cet indicateur	
<i>GB 06 - D'ici 2028, au moins 80% des personnes formées et au moins 20 % des personnes sensibilisées appliquent au moins trois méthodes de gestion durables des forêts.</i>						
6.A	Pourcentage de personnes formées qui appliquent au moins trois méthodes de gestion durables des forêts.					
6.B	Pourcentage de personnes sensibilisées qui appliquent au moins trois méthodes de gestion durables des forêts.					
<i>GB 07 - D'ici 2028, un cadre multi-acteurs est actif, contribue au dialogue politique avec les autorités au niveau national et obtient des résultats dans l'application effective des lois contribuant à la préservation des forêts et au développement de la foresterie communautaire.</i>						
7.A	Nombre de personnes membres des organisations communautaires de base (OCB) influençant la					

	transparence et l'utilisation des ressources naturelles.					
7.B	Nombre de documents démontrant l'amélioration de la gouvernance des ressources naturelles et de la gestion de l'adaptation au changement climatique					
Développement local						
GB 08 : D'ici 2028, dans les zones d'intervention du programme, 11 partenaires nationaux et locaux mettent en œuvre des actions qui améliorent leurs décisions sur le développement communautaire						
8.A	Pourcentage des partenaires nationaux et locaux habilités ont atteint au moins le niveau 3 (codécision) de l'outil d'évaluation du pouvoir dans le cadre de leur collaboration avec SWISSAID (cible : au minimum 40%)	Partenaires (%)	0%	40%	Pas de référence datée pour la dernière mesure relative à cet indicateur.	
8.B	Nombre de partenaires ayant des capacités renforcées et participant au développement local (cible : 5)	Partenaires	0	5	Pas de référence datée pour la dernière mesure relative à cet indicateur	
8.C	Pourcentage des fonds SWISSAID alloués aux acteurs	Fonds (30%)	~25%	30%	Le rapport financier 2024 servira de base	

	nationaux/locaux (objectif : 30%).					
Gestion du programme						
Résultats						
GB A	Membres de l'équipe qui ont suivi au moins une formation durant l'année	%	-25% (2024)	75 % (2026)		
GB B	Un environnement de travail ouvert et motivant qui favorise l'engagement du staff envers les objectifs du programme est créé et maintenu.	Qualitatif	Storming (2023)	Performing (2025)	Evaluation par le personnel sur l'échelle de Tuckman	
GB C	Partenaires ayant eu une analyse OCO et un plan de travail pour appuyer les recommandations	Nombres des partenaires et pourcentage du total	Ligne de base à faire en 2025	100 % (2026)		
GB D	Part du programme financé par le Fundraising Sud	Pourcentage du budget fundraising sud annuel par rapport au budget total		50 % (dès 2025 et maintenu jusqu'en 2028)		
GB E	Renforcer la promotion de la connaissance du PSEAH auprès du personnel et des partenaires de collaboration du BuCo	Pourcentage du personnel et des partenaires qui ont suivi une formation PSEAH		100 % (2026)		

C. Schéma des parties prenantes du Programme Pays

